

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

RECOURS CONTRE LES TIERS AUTEURS

EN

MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

(Article VII de la loi du 9 Avril 1898)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 20 Juin 1911, à 1 heure 1/2

PAR

MARCEL BONNET-LARGE

Président : M. JAY, Professeur.

Suffragants { *MM. SOUCHON, Professeur.*
CAPITANT, Professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs.

1911

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

RECOURS CONTRE LES TIERS AUTEURS

EN

MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

(Article VII de la loi du 9 Avril 1898)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 20 Juin 1911, à 1 heure 1/2

PAR

MARCEL BONNET-LARGE

Président : M. JAY, Professeur.

Suffragants { MM. SOUCHON, Professeur.
CAPITANT, Professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs.

1911





Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE RECOURS CONTRE LES TIERS AUTEURS

EN MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

INTRODUCTION

Antérieurement à la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail; l'ouvrier victime d'un accident survenu au cours et à l'occasion de son travail, devait, pour obtenir la réparation du préjudice qu'il pouvait avoir subi, apporter la preuve que la faute de l'accident incombait entièrement à son patron, cela, conformément aux règles du droit commun, article 1382 du Code civil.

Depuis longtemps déjà, on avait remarqué que les dispositions du Code civil devenues insuffisantes, en raison des progrès réalisés par l'industrie dans le courant du XIX^e siècle, n'assuraient plus aux ouvriers une protection efficace. En effet, le développement du machinisme, la substitution d'importantes agglomérations ouvrières aux

groupements restreints de jadis, avaient décuplé le nombre des accidents ; et l'ouvrier, obligé de prouver la faute du chef d'industrie, se voyait le plus souvent, par la nature même de l'accident dont il avait été victime, dans l'impossibilité d'apporter cette preuve.

Les tribunaux, il est vrai, appliquaient dans un esprit très large, les dispositions de l'article 1382, c'est ainsi qu'ils décidaient que le patron devait prendre toutes les précautions utiles, prévoir non seulement les causes habituelles d'accidents, mais encore les causes simplement possibles et s'appliquer à les écarter (Dijon, 27 avril 1877, D. P., 79, 4. 297). Le patron aurait été même tenu de prendre les mesures nécessaires pour prémunir ses ouvriers contre leur propre imprudence (Caen, 17 mars 1880, D. P., 81. 2. 79-88). Malgré tout, il n'en restait pas moins que l'ouvrier victime d'un accident, ne pouvait, la plupart du temps, obtenir la réparation du préjudice qu'il avait éprouvé, bien que l'accident eut entraîné souvent une infirmité grave et de nature à l'affecter toute sa vie dans sa capacité de travail.

C'est dans ces circonstances qu'en 1883 M. Félix Faure déposait une proposition de loi tendant à introduire dans la législation française, le principe du risque professionnel. Ce principe, dans l'année 1884 (séance du 23 octobre) était admis par la chambre des députés. Il devait, dès lors, avoir une rapide fortune. Nous le retrouvons, en effet, dans les différents projets de loi qui sont venus en discussion au parlement, de 1883 au 9 avril 1898, date à

laquelle il fut définitivement consacré par la loi sur la responsabilité en matière d'accidents du travail.

Le principe du risque professionnel n'est pas à la vérité tout nouveau, nous en retrouvons une trace dès 1848 dans un texte officiel ; un arrêt du 15 décembre du ministre des travaux publics Vivien déclare : « Il est nécessaire d'assurer aux ouvriers employés dans le service des travaux publics, et, le cas échéant, à leur famille, les secours dont ils pourraient avoir besoin par suite d'accident survenu ou de maladie contractée dans leurs travaux ; les soins et les secours à donner aux ouvriers, en cas de maladie ou d'accident éprouvé pendant les travaux, constituent une charge réelle des entreprises, une dette imposée par les règles du droit aussi bien que par les lois de l'humanité. » N'est-ce pas le même principe qu'énonce plus tard en 1882 M. Félix Faure lorsqu'il écrit : « C'est à notre avis une idée erronée de subordonner à la preuve de la faute, la réparation au dommage causé par un accident, dans la plupart des cas, il n'y a à proprement parler ni faute du patron ni faute de l'ouvrier, tout travail a ses risques, les accidents sont la triste mais inévitable conséquence du travail. » Quoique émis sous une autre forme en raison de l'adaptation à un but précis, qui est d'obtenir le vote d'une loi protectrice des ouvriers, il semble bien que c'est le même principe qui est mis en avant à savoir que les victimes d'accidents du travail doivent en tout état de cause être indemnisées du préjudice subi.

Pour M. Cheysson, le risque professionnel est le risque afférent à une profession déterminée indépendamment de la faute du patron ou de ses ouvriers.

M. de Mun nous donne une définition à peu près indénique : « Le risque professionnel est le risque inhérent à la profession industrielle et la conséquence de ce principe, c'est que, dès lors qu'un tel risque existe, il crée pour celui qui y est exposé un droit à l'indemnité quand il en est victime, sans qu'aucune culpabilité puisse être invoquée. »

Le risque professionnel, tel est donc le fondement de l'obligation qui pèse sur l'industriel, sur l'entrepreneur, sur l'individu qui groupe autour de lui d'autres activités, qui s'entoure d'ouvriers et de machines, crée un organisme dont le fonctionnement ne va pas sans frottement et peut causer des dommages, abstraction faite de toute faute à la charge de celui qui le dirige.

La loi du 9 avril 1898 a substitué comme origine de la responsabilité en matière d'accidents du travail, le risque professionnel à la faute en partant de cette donnée : Les accidents industriels peuvent avoir, abstraction faite du dol, cinq causes distinctes : 1° la faute du patron, 2° la faute de l'ouvrier, 3° un cas fortuit, 4° un cas de force majeure, 5° un fait inconnu ; on a calculé que un quart des accidents est dû à la faute du patron, un quart à la faute de l'ouvrier et une moitié aux trois autres causes.

D'après le droit commun la victime d'un accident ne pouvait obtenir une indemnité qu'à la condition de

démontrer la faute du patron, il en résultait, que les trois quarts des accidents restaient à la charge des victimes, de là mécontentement des ouvriers ; comme le quart restant donnait lieu à une réparation intégrale dont le montant et les garanties étaient laissés à la libre appréciation des tribunaux, les incertitudes et les variations inévitables de la jurisprudence soulevaient les protestations des chefs d'entreprise. L'assurance en général à l'exception de celle qui avait été admise par quelques grandes industries, n'apportait à cet état de chose, qu'un remède insuffisant ; si l'on ajoute à ces inconvénients les lenteurs traditionnelles de la procédure civile, on s'explique sans peine la nécessité d'une réforme.

Dans le contrat de travail industriel le patron et l'ouvrier qui sont sinon des associés du moins des contractants, également intéressés au succès de l'entreprise, ont besoin de certitude ; le patron, dont la fortune et la considération sont engagées, doit connaître à l'avance l'étendue de ses obligations envers l'ouvrier dans toutes les éventualités susceptibles de se produire ; l'ouvrier, qui expose sa vie, doit être assuré de recevoir une juste indemnité si un accident le met hors d'état de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille.

Notre législateur s'est efforcé de donner satisfaction à l'une et à l'autre des parties, il a décidé en substance que, l'ouvrier tué ou blessé par le fait ou à l'occasion de son travail aurait toujours droit à une réparation, mais que cette réparation au lieu d'être intégrale, consisterait dans

une fraction déterminée du salaire (moitié du salaire quotidien pour les accidents suivis d'incapacité temporaire, deux tiers du salaire annuel pour les invalidités permanentes et totales, moitié de la réduction du salaire annuel pour les incapacités définitives mais partielles ; enfin tant pour cent du salaire annuel à la veuve, aux enfants, et à défaut aux ascendants et autres descendants dont la victime était le soutien). Cette solution est donc la combinaison de deux principes, celui du risque professionnel et celui du forfait.

La loi du 9 avril 1898, a un caractère essentiellement transactionnel et forfaitaire : après avoir inscrit dans son article premier, au profit des travailleurs, la reconnaissance du principe nouveau engageant la responsabilité du chef d'entreprise par le seul fait de l'accident, elle a dans son article 3 diminué les charges trop lourdes qu'aurait imposées aux patrons l'extension de leur responsabilité, par la fixation d'indemnités forfaitaires au profit des victimes et la limitation au cas d'accident ayant entraîné la mort, du nombre des représentants de l'ouvrier ayant droit à des indemnités également forfaitaires.

De plus la loi du 9 avril 1898 est d'ordre public, il suit de là que les droits conférés par cette loi à l'ouvrier contre son patron excluent tous autres droits et actions qu'il avait antérieurement, à raison des accidents du travail et que le patron de son côté ne doit rien au delà de l'indemnité légale.

Les personnes désignées à l'article 3 ne peuvent opter entre le droit commun et la loi de 1898, même au cas de faute nettement caractérisée et même la victime ne pourrait se porter partie civile devant le tribunal correctionnel où le patron serait poursuivi pour blessures par imprudence.

Il a été décidé par un arrêt de la Cour de Cassation du 16 novembre 1903. (*Moniteur, Juri.*, Lyon 10 décembre 1903) que les ayants droit autres que ceux limitativement désignés par la loi, bien que lésés par l'accident et ne bénéficiant pas de la loi de 1898, ne pouvaient se prévaloir contre les patrons des articles 1382 et suivants du Code civil.

Dans ce même arrêt, il est décidé que des ayants droit étrangers qui ne résideraient pas en France au moment de l'accident, ne pouvaient actionner en vertu de l'article 1382 bien que la procédure de la loi de 1898 leur soit fermée ; car, si en principe, les représentants de l'ouvrier étranger mort victime d'un accident du travail ont les mêmes droits que les représentants d'un ouvrier français, ils ne peuvent, pas plus que ceux-ci, poursuivre le patron en vertu du droit commun, ils ne peuvent se prévaloir d'autres dispositions que celles de la loi nouvelle ni se soustraire à une fin de non recevoir formelle résultant de la règle ainsi établie.

Spécialement, lorsque les représentants de l'ouvrier étranger mort victime d'un accident du travail n'ont droit à aucune indemnité en raison de ce qu'ils ne résidaient

pas sur le territoire français au moment de l'accident (art. 3) ils sont recevables à actionner le chef d'industrie en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil.

Ainsi donc dans les rapports du patron et de l'ouvrier, le législateur a supprimé tous les droits et actions du droit commun en réparation des accidents du travail et il n'a laissé subsister que les droits et actions dérivant de la loi de 1898.

Par contre en dehors des rapports de l'ouvrier et du chef d'entreprise, tous les droits et actions auxquels un accident peut donner lieu sont restés intacts; ces droits sont précisément ceux qui appartiennent à la victime ou à ses ayants droit contre les auteurs d'accidents, autres que le patron ou ses ouvriers et préposés.

Un accident dû à la faute et même au dol d'un tiers peut revêtir un caractère industriel et par conséquent donner ouverture à l'action de la loi, cela ne fait aucun doute, mais de plus, la victime pourra en vertu du droit commun, réclamer à celui qui a par son dol ou sa faute provoqué l'accident, la réparation du dommage causé, ce principe est contenu dans l'article 7 de la loi du 9 avril 1898. C'est cet article 7 qui fera spécialement l'objet de notre étude.

CHAPITRE PREMIER

EXPOSÉ DE L'ARTICLE 7 DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898

L'article 7 de la loi du 9 avril 1898 est ainsi conçu :
« Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent, contre les auteurs de l'accident, autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à due concurrence le chef de l'entreprise des obligations mises à sa charge. Dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, cette indemnité devra être attribuée sous formes de rentes servies par la Caisse Nationale des retraites.

En outre de cette allocation sous formes de rente, le tiers reconnu responsable pourra être condamné, soit envers la victime, soit envers le chef de l'entreprise, si celui-ci intervient dans l'instance, au paiement des autres indemnités et frais prévus aux articles 3 et 4 ci-dessus.

Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls,

aux lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage. »

Ainsi que nous l'avons exprimé, les dispositions de la loi du 9 avril 1898 s'appliquent uniquement aux rapports qui existent entre ouvriers et patrons [en ce qui concerne bien entendu les rapports créés par un accident du travail et il est bien évident que l'ouvrier blessé par l'automobile de son patron en dehors du lieu et des heures de travail ne saurait invoquer la loi du 9 avril 1898]. Il fallait néanmoins prévoir le cas où une personne autre que le patron ou ses préposés pourrait être rendue responsable d'un accident survenu à un ouvrier ; par exemple : un livreur transporte des marchandises chez un client de son patron, il est blessé dans la rue par un cocher maladroit ou imprudent ; comment va fonctionner notre loi ? Tout d'abord il s'agit bien d'un accident du travail puisque l'ouvrier a été blessé au moment où il remplissait ses fonctions de livreur, par suite la loi de 1898 trouve ici une première application en permettant à la victime de réclamer à son patron toutes les indemnités auxquelles elle donne droit ; mais, nous savons que ces indemnités fixées forfaitairement ne représentent pas tant s'en faut la valeur du préjudice causé, le blessé va-t-il par la faute d'une personne étrangère, d'un tiers, être obligé de chômer peut-être pendant plusieurs semaines en se contentant d'un demi-salaire alors que le dommage subi s'évalue par un salaire entier ? évidemment non, puisque l'article 7 lui permet d'actionner l'auteur responsable en

vertu du droit commun, afin qu'il puisse obtenir la réparation intégrale à laquelle il a droit.

Il est hors de doute que l'ouvrier est la personne la plus intéressée à intenter l'action de l'article 7 contre le tiers responsable, mais est-ce à dire qu'il soit la seule ? le patron a lui aussi de graves intérêts en jeu, c'est lui qui répond du demi-salaire, des frais médicaux et pharmaceutiques, au besoin de la rente qui sera servie à son ouvrier atteint d'une infirmité permanente ; de tels intérêts ne pouvaient être négligés, aussi le patron est-il admis à bénéficier des dispositions de l'article 7.

En fait un troisième intéressé surgira presque toujours ; il est bien rare à notre époque que les patrons industriels ou commerçants ne soient pas assurés, les dangers pécuniaires auxquels ils sont exposés par suite de la fréquence des accidents, font pour eux de l'assurance une obligation, surtout pour les petits industriels et commerçants qu'un accident grave pourrait complètement ruiner ; il nous faut donc compter avec ce troisième élément, l'assureur, dont l'intérêt ne saurait être nié puisque c'est lui qui en définitive est appelé à supporter les obligations mises à la charge du patron.

Ainsi aux termes de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, l'ouvrier victime d'un accident du travail possède en plus de l'action que leur donne cette loi contre son patron une action de droit commun qui lui permet de demander réparation du préjudice souffert, à toute autre personne que son patron ou ses préposés, qui par sa faute a causé un

accident dont il a été la victime ; c'est donc seulement contre un tiers, contre une personne n'appartenant à aucun titre à l'entreprise que cette action de droit commun peut être exercée, l'article 7 est formel à cet égard. Nous reproduisons ici un arrêt de la Cour de Paris rendu en la matière le 22 juin 1905 ; cet arrêt nous donne des indications précises sur le sens qu'il faut attacher au mot « préposé » et il nous paraît intéressant surtout à cet égard. (*Rec. acc. trav.*, 1906-1907, page 67.)

Considérant qu'aux termes de l'article 2 de la loi du 9 avril 1898, les ouvriers victimes d'accidents ne peuvent se prévaloir d'aucunes dispositions autres que celles de la dite loi, qu'il n'est fait exception à cette règle par l'article 7 que lorsque l'accident est dû à une faute étrangère, soit au patron, soit à ses ouvriers ou préposés ;

Considérant qu'au sens grammatical comme au sens usuel, le préposé d'un patron est celui que ce patron s'est substitué dans la direction d'un travail et la surveillance des ouvriers et à qui il a délégué ses droits et ses pouvoirs ;

Considérant que si le plus ordinairement, cette délégation est donnée par le patron à ses employés et subordonnés, il ne s'ensuit pas qu'elle ne puisse être confiée à une personne ne faisant pas partie de son personnel, qu'aucune distinction n'est faite à ce point de vue par la loi, et que, par suite, le mot « préposé » doit s'entendre dans son sens le plus général et s'appliquer à toute personne employée ou non, que le patron a investie, soit

d'une façon permanente, soit momentanément de son autorité ;

Considérant que cette interprétation trouve sa confirmation dans l'article 20 de la loi de 1898, aux termes duquel l'indemnité peut être majorée en cas de faute exceptionnelle du patron « ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction », que le législateur dans l'article 20 n'a pas entendu créer une nouvelle catégorie de responsables et que l'expression « ceux qu'il s'est substitués dans la direction » est évidemment synonyme de celle de « préposés » employée dans l'article 7 ; que la signification de cette dernière expression se trouve ainsi nettement précisée ;

Considérant en fait, que le 18 juillet 1905, un marché est intervenu entre X..., entrepreneur de la Compagnie d'Orléans, pour l'exécution des travaux de sabotage des traverses et des appareils de la voie, de terrassement et de remaniement des voies pour la réception de la ligne d'Étampe à Pithiviers ;

Considérant que les travaux ont été exécutés en régie ; que X... a fourni à la Compagnie d'Orléans des ouvriers, au nombre desquels se trouvaient ceux qui ont été victimes de l'accident du 1^{er} février ;

Considérant qu'il résulte de tous les documents de la cause et notamment du procès-verbal dressé par le commissaire de surveillance administrative que les ouvriers et chefs de chantiers fournis par X... travaillaient sous la surveillance des agents de la Compagnie d'Orléans ;

Considérant que dans ces conditions, il est constant en fait, que X... s'était substitué la Compagnie d'Orléans dans la direction des travaux et que celle-ci était au regard des ouvriers des entrepreneurs non un tiers mais un préposé;

Considérant que les parties civiles sont donc sans droit pour se prévaloir des dispositions de l'article 7 de la loi de 1898;

Par ces motifs, infirme le jugement en ce qu'il a reconnu la responsabilité de la Compagnie d'Orléans et l'a condamnée à payer aux époux Courtois, une somme de 8.000 francs et aux époux M... une somme de 5.000 francs etc. »

Dans le même sens, (Cass., 14 mars 1904, *Gaz. Pal.*, 1904, 1. 683); (Trib. de la Seine, 19 mai 1903, *Gaz. Pal.*, I, table V, resp. civ., n° 120 s.) *Contra*, trib. de Toulouse, *Gaz. Pal.*, T. Q. 897-1902, resp. civ.) Cette disposition de l'article 7 interdisant tout recours de la victime contre le patron ou ses préposés devrait souffrir une exception au moins dans un cas : tous les auteurs sont en effet d'accord pour admettre que le recours est possible lorsque l'accident est dû à une faute intentionnelle du patron ou de ses préposés (Sachet, page 421, 5^e édition).

« L'article 20 qui a prévu le dol de la victime est muet sur le dol du patron. Et cependant le fait intentionnel du chef d'entreprise n'est pas exclusif de l'accident industriel.

Par exemple un entrepreneur de travaux, provoque, dans un but criminel la chute d'un échafaudage sur lequel travaille un de ses ouvriers. La cause de l'accident étant

inhérente au travail ; l'action de notre loi est ouverte à la victime et à ses ayants droit ; elle aura sans contredit pour effet de faire condamner le patron à payer une indemnité majorée dans les termes de l'article 20, le patron criminel ne pouvant être traité moins durement que le patron auteur d'une faute inexcusable. Mais cette indemnité, bien que majorée peut être inférieure au préjudice causé, on sait en effet que la pension ne doit pas dépasser le montant total du salaire. D'autre part, cette majoration ne s'applique pas aux accidents suivis d'incapacité temporaire ; enfin en dehors des représentants déterminés par la loi de 1898, il se trouve parfois d'autres parents de la victime qui ont éprouvé un préjudice. Est-ce que ni la victime ni ses représentants ou héritiers ne pourront intenter une action autre que celle de la dite loi ? l'intérêt de la question apparaît clairement : si on décide que l'article 7 est applicable à cette hypothèse, on favorise le patron criminel au détriment de la victime et de ses ayants droit. »

« Il ne faut pas perdre de vue que la loi de 1898 est une loi forfaitaire ; elle consacre une transaction entre le capital et le travail et l'on ne saurait concevoir qu'une loi restreigne la responsabilité d'un patron criminel. Une disposition qui établirait un forfait entre un assassin et sa victime révolterait la conscience publique. Nous ne pouvons prêter une pareille intention à notre législateur, dès lors que conclure ? en cas de crime du patron, la victime ou ses représentants auront d'abord l'action spéciale de notre loi, cela est certain, quant à l'action de droit commun

en supplément de dommages-intérêts, on ne saurait la leur refuser. » (Sachet, page 422, 5^e édition).

Après avoir envisagé l'attentat criminel du patron, le même auteur examine l'hypothèse d'un attentat criminel commis par le préposé du patron. Si l'accident intentionnellement provoqué par le préposé a une cause inhérente au travail, il est bien certain que la loi de 1898 va trouver son application et que la victime ou ses représentants seront fondés à réclamer les indemnités de la dite loi, d'autre part, ils pourront en vertu de l'article 1382 actionner le préposé en supplément de dommages-intérêts, mais ils seront dans l'impossibilité d'atteindre le patron comme civilement responsable de son préposé ; le patron n'ayant en effet commis aucun dol ne manquera pas de s'abriter derrière les dispositions de l'article 7 rendant ainsi inapplicable en l'espèce l'article 1382 du Code civil.

Après avoir déterminé par qui et contre qui l'action de droit commun de l'article 7 peut être mise en marche nous allons examiner de quelle façon se comporte cette action suivant qu'elle est exercée par le blessé ou ses représentants, par le patron et enfin par l'assureur.

CHAPITRE II

ACTION DE L'ARTICLE 7 EXERCÉE PAR LE BLESSE OU SES AYANTS DROIT

Le recours de droit commun prévu par l'article 7 de la loi de 1898 peut en premier lieu, être exercée par la victime elle-même et celle-ci pourra employer toutes les voies dont elle disposerait sous l'empire du droit commun ; il est certain, par exemple, qu'elle pourrait se porter partie civile avant la juridiction répressive si la responsabilité du tiers découlait d'une infraction pénale, il en a d'ailleurs été jugé ainsi par un arrêt de la Cour de Paris en date du 27 mars 1901 (*Gazette du Palais*, 1901, 1. 537).

En l'espèce un sieur D... interjetait appel d'un jugement rendu par le tribunal correctionnel de la Seine qui l'avait déclaré non recevable en son intervention comme partie civile au cours de la poursuite exercée à la requête du ministère public contre un sieur P. L...

Considérant qu'il n'y a lieu d'adopter l'interprétation donnée par les premiers juges à l'article 2 de la loi du 9 avril 1898, interprétation suivant laquelle cet article

enlèverait à l'ouvrier victime d'un accident du fait d'un autre que son patron ou les ouvriers et préposés de celui-ci, le droit d'agir comme partie civile devant la juridiction criminelle.

Considérant que l'article 2 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, en retirant à l'ouvrier toute action autre que celle créée à son profit par la dite loi, n'a réglé que les rapports de l'ouvrier avec son patron ou les préposés de celui-ci, que cette interprétation est la seule qui puisse concilier la disposition précitée de l'article 2 et celle de l'article 7 en vertu de laquelle, l'ouvrier « conserve » le droit de réclamer, contre tous autres auteurs d'accident dont il serait victime, la réparation du préjudice conformément aux règles du droit commun : que le mot « conserve » explique qu'il ne s'agit pas d'une action créée et réglementée par la loi nouvelle, mais que le législateur a voulu prévenir le doute qui aurait pu naître du texte de l'article 2 isolé : qu'il s'en suit que vis à vis des personnes autres que son patron et les ouvriers et préposés de celui-ci, la victime d'un accident se trouve maintenant dans les droits qu'elle avait avant la loi de 1898.

Considérant que, par les « Règles de droit commun » rappelées dans une loi créatrice d'un droit nouveau on doit entendre tout au moins l'ensemble des lois codifiées, et, par conséquent, aussi bien les dispositions des articles 1382 et suivants du Code civil qui contiennent le principe des actions en responsabilité que celles des articles 1 et 3 du code d'instruction criminelle, qui règlent

un des modes d'exercice de certaines de ces actions.

Considérant que la même faculté d'agir comme partie civile devant la juridiction répressive est attribuée par l'article 7 paragraphe 3, au patron de l'ouvrier contre le tiers auteur de l'accident dont l'ouvrier a été victime ; que cette action réglée par une disposition du même article, doit pouvoir être exercée dans les mêmes conditions que celles de l'ouvrier c'est-à-dire selon les règles du droit commun.

Considérant que si le texte du troisième paragraphe n'a pas reproduit le mot « conserve » c'est qu'il s'agit d'une action nouvelle en ce sens que le droit créé au profit de l'ouvrier contre son patron par la loi de 1898, est une des conditions nécessaires de cette action puisque le préjudice que l'accident cause au patron est né de l'obligation que ladite loi met à la charge de ce dernier.

Considérant que la seule différence entre le préjudice éprouvé par l'ouvrier et celui du patron consiste en ce que le préjudice est une conséquence immédiate pour le premier et une conséquence médiate pour le deuxième, mais que cette différence ne peut enlever au patron le bénéfice de l'article premier du Code d'instruction criminelle, aux termes duquel « l'action en réparation du dommage causé par un délit peut être exercée par tous ceux qui ont souffert de ce dommage. »

Considérant que le principe suivant lequel il ne peut y avoir d'action en garantie devant la juridiction répressive ne peut recevoir d'application dans l'espèce, que ce prin-

cipe certainement inspiré par un motif d'ordre public tendant à empêcher les délinquants de s'exonérer des conséquences de leur faute ; qu'on admet cependant que si le fait punissable a été commis par plus d'une personne et si une seule est actionnée en réparation du dommage, celle-ci peut agir contre les coauteurs pour se faire restituer partie de ce qu'elle a payé en réparation de la faute commune.

Considérant d'ailleurs, que, dans la cause, le patron qui n'a commis aucune faute n'exerce pas une action personnelle et directe.

Considérant que dans l'inaction de l'ouvrier contre l'auteur de l'accident, le patron se trouve dans la nécessité d'agir lui-même pour sauvegarder le droit que lui attribue le paragraphe 2 de l'article 7 susdit, d'être exonéré des obligations que lui crée la loi de 1898 envers son ouvrier, à concurrence de l'indemnité mise à la charge du délinquant.

Considérant qu'on ne peut attribuer à l'action du paragraphe 3 le caractère d'une action de mandat exercée dans l'intérêt et pour le compte de l'ouvrier ; que le mode de procéder contraire au principe que nul ne plaide par procureur et au texte du paragraphe 3 susdit qui veut que le patron agisse à ses risques et périls ; impliquerait une sorte de tutelle d'un genre particulier que ni les termes ni l'esprit de la loi de 1898 ne semblent avoir constituée ; qu'il est loisible à l'ouvrier de renoncer au droit qu'il a contre l'auteur de l'accident, qu'il peut avoir intérêt à rechercher de préférence contre son patron le bénéfice de

la loi de 1898 soit à raison d'une responsabilité partagée que réduirait l'indemnité à obtenir de l'auteur de l'accident soit pour tout autre motif.

Considérant que si le paragraphe 3 susvisé en disant que l'action négligée par l'ouvrier peut être exercée par le patron, semble établir une confusion entre les deux actions, cela tient à ce que l'une et l'autre ont pour origine un même fait qui est l'accident et tendent à des fins identiques qui sont la fixation du préjudice et la condamnation de l'auteur à le réparer, mais que, d'autre part, les dites actions restent distinctes quant aux personnes à qui elles appartiennent et à la mesure du dommage dont elles poursuivent la réparation. (Dans le même sens Cass. crim. 13 février 1904. D. 1904, 1. 598 et S. 1906, 1. 160).

(Nous reproduisons en entier cet arrêt bien que nous ne puissions faire état que de la première partie, la deuxième partie traitant de l'intervention du patron, pour nous permettre de nous y reporter lorsque nous examinerons le recours du patron).

De cet arrêt on peut conclure que l'ouvrier victime d'un accident du travail ne peut se porter partie civile au cours de la poursuite exercée contre le patron ou les préposés de celui-ci, comme pénalement responsable de l'accident à l'effet d'obtenir la réparation du préjudice subi, mais qu'au contraire, il peut se porter partie civile au cours de la poursuite contre un tiers, auteur responsable de l'accident.

Il est à retenir que la loi de 1898 n'a pas institué un nou-

veau droit en faveur de l'ouvrier mais qu'elle n'a fait que lui « conserver » la faculté d'user des droits et actions qu'il possédait en vertu du droit commun avant la promulgation de la loi du 9 avril 1898. La victime d'un accident pourrait par conséquent procéder par voie d'assignation devant le tribunal de commerce si l'accident dont elle a souffert a été occasionné par un commerçant agissant dans l'exercice de son commerce.

Quelle que soit la juridiction saisie, l'ouvrier sera en droit de réclamer la réparation intégrale du préjudice subi, il importera peu que l'accident ait occasionné une incapacité de travail inférieure à cinq jours, cas où la loi de 1898 n'accorde aucune indemnité à l'ouvrier blessé, ou même que la blessure n'ait entraîné aucune diminution d'aptitude au travail, il suffira que le demandeur prouve un préjudice quelconque.

D'autre part, la victime conserve, nous le savons, contre l'action son patron de la loi de 1898, mais rien ne s'oppose à la mise en marche successive ou même simultanée des deux procédures, toutefois, il ne paraît pas que la victime puisse assigner le tiers responsable et le patron dans une seule et même instance, il n'y a pas ici connexité et les deux actions ne peuvent être jointes, en effet l'action de droit commun contre le tiers repose sur un quasi-délit et nécessite l'application de l'article 1382 du Code civil tandis que l'action contre le patron se fonde sur une obligation légale dérivant du contrat de louage et entraîne l'application de la loi de 1898; les deux actions n'ayant

pas le même fondement ne peuvent être connexes et par suite, elles doivent faire l'objet de deux instances distinctes (Trib. de la Seine, 2 avril 1901, *Gaz. Pal.*, 1901, 1. 765).

Bien que l'ouvrier bénéficie des deux actions, il ne peut prétendre, bien entendu, cumuler deux indemnités, autrement, l'accident deviendrait pour lui une source d'enrichissement illicite. Si donc au moment où il exerce l'action du droit commun contre le tiers auteur responsable, l'ouvrier est déjà assuré de toucher l'indemnité forfaitaire de la loi de 1898 soit parce qu'il y a eu jugement de condamnation obtenu contre son patron soit parce qu'une convention est intervenue en conciliation devant le Président du tribunal, le jugement à intervenir devra profiter au patron de la manière suivante : s'il est accordé une indemnité égale ou supérieure à celle que le patron doit payer, celui-ci se trouvera libéré de toute obligation ; si l'indemnité allouée est inférieure le patron ne sera responsable que de la différence entre l'indemnité accordée et celle à laquelle il était tenu en vertu de la loi de 1898, c'est ce qui ressort nécessairement du paragraphe 2 de l'article 7.

De même que la victime, ses ayants droit sont fondés à exercer le recours de l'article 7 dans les mêmes conditions et avec les mêmes moyens ; toutefois, il y a une distinction à faire entre eux, en effet, aux termes de l'article 3 de la loi de 1898 sont considérés comme ayants droit pouvant bénéficier des indemnités forfaitaires le

conjoint de la victime, ses enfants légitimes ou naturels reconnus avant l'accident et enfin les ascendants et descendants qui étaient à sa charge : pour ces personnes la double action sera permise c'est-à-dire que ces ayants droit pourront poursuivre soit le patron en vertu de la loi de 1898 soit le tiers responsable en vertu du droit commun mais en dehors de cette catégorie de personnes déterminée par la loi de 1898, il peut exister d'autres personnes parentes ou non de la victime qui sont de véritables ayants droit et qui peuvent avoir subi un grave préjudice du fait de l'accident, pour celles-ci il ne saurait être question d'employer l'action de la loi de 1898 contre le patron, elles pourront seulement actionner le tiers en vertu de l'article 1382 du Code civil ; l'avantage des ayants droit désignés à l'article 3 consiste en la faculté qu'ils ont de pouvoir intenter les deux actions, l'avantage ne saurait être nié pour le cas où le tiers responsable serait insolvable ou pour le cas où l'indemnité à laquelle le tiers a été condamné, serait inférieure aux indemnités de la loi de 1898, ces ayants droit favorisés seront tout au moins assurés de toucher les indemnités forfaitaires que leur accorde la dite loi.

Nous poserons la question de savoir si l'ouvrier peut demander au tiers la rente due par le patron ou s'il ne peut réclamer qu'un complément à cette rente : deux cas sont à envisager : ou bien l'ouvrier agit contre le tiers avant d'avoir réclamé au patron et alors il est certainement fondé à demander au tiers la réparation totale du préju-

dice subi ou bien il a précédemment exercé contre son patron l'action de la loi de 1898 et obtenu l'allocation d'une rente, il est alors indemnisé jusqu'à due concurrence, et l'intérêt, qui donne la mesure des actions, doit limiter celle-ci à la partie du préjudice laissé à sa charge en vertu du forfait de la loi de 1898 ; il ne pourrait donc réclamer qu'un complément d'indemnité. De même en ce qui concerne l'indemnité temporaire, il ne pourrait la réclamer au tiers si son patron la lui avait déjà payée.

CHAPITRE III

RECOURS DE L'ARTICLE 7 DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898 EXERCÉ PAR LE PATRON

L'article 7 de la loi de 1898 reconnaît expressément au patron la faculté d'exercer l'action de droit commun contre le tiers auteur responsable : « Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise à ses risques et périls, au lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage. »

Le chef d'entreprise est fondé à agir contre le tiers responsable toutes les fois que sa responsabilité est en jeu, par suite, son recours est subordonné à la condition préalable que l'accident ait le caractère professionnel et soit de nature à donner naissance à l'allocation des indemnités prévues par la loi de 1898.

D'autre part, pour que le patron puisse agir contre le tiers responsable il faudrait que la victime ou ses représentants aient eux-mêmes négligé de le faire ; nous ne pensons pas toutefois, qu'il faille interpréter les mots « si

la victime néglige d'en faire usage » dans un sens trop rigoureux.

Le patron ne saurait être tenu d'attendre que l'action de la victime soit prescrite par exemple pour agir lui-même et il est fondé à exercer son action dès que l'ouvrier l'a assigné en paiement de l'indemnité légale.

Rien ne s'opposerait à ce que le patron prit l'initiative des poursuites avant même que le montant du préjudice ne soit fixé, pourvu que l'accident ait le caractère professionnel et que son intérêt à agir soit évident.

Jugement du tribunal civil de la Seine du 2 mars 1909.
(*Recueil périodique des assurances*, 1910, page 522).

Attendu que la compagnie générale des voitures à Paris expose que le cocher à son service, se prétend atteint d'une incapacité permanente à la suite d'un accident du travail survenu le 29 mars 1908 et réclame une rente de 594 francs; elle prétend que l'accident est survenu par la faute du cocher d'une voiture de la compagnie générale des omnibus et elle demande à la dite Compagnie de la garantir des condamnations qui pourraient être prononcées contre elle.

Attendu que la Compagnie générale des omnibus, par des conclusions du 2 décembre 1908 soutient qu'aucune faute n'est imputable à son préposé et qu'il n'y a pas lieu pour le tribunal de s'arrêter à la demande en garantie.

Attendu que la Compagnie générale des voitures par des conclusions du 6 février dernier articule et offre de prouver les faits suivants : 1° le 29 mars 1908, la voiture de la Compagnie générale était arrêtée rue de Jussieu en face du

n° 41 et stationnait, lorsqu'elle fut accrochée par la roue droite arrière de l'omnibus Batignolles-Jardins des Plantes ; 2° le cocher de la Compagnie des voitures fut projeté par suite du heurt et se fit des blessures ; 3° la responsabilité de cet accident incombe au cocher de la Compagnie des omnibus, qui, en voulant freiner entre la voiture stationnée et un omnibus venant en sens inverse, s'est approché assez près de la voiture de la Compagnie concluante pour que le ripage occasionné par le serrement des freins ait pu provoquer l'accrochage.

Attendu que le recours en garantie soumis à la procédure de droit commun est irrecevable dans une instance introduite d'après les formes autorisées exceptionnellement par la loi du 9 avril 1898. Mais attendu que l'action introduite par la Compagnie générale des voitures contre la Compagnie générale des omnibus n'est pas une véritable demande en garantie formée dans les termes des articles 1382 et suivants du Code civil ; à raison d'une cause autre que celle qui motive l'action principale de L... contre son chef d'entreprise : qu'il y a toutefois intérêt à introduire cette action en responsabilité dans les délais de la véritable action en garantie comme l'a fait la Compagnie générale des voitures, et *avant même que le montant du préjudice ne soit connu*, afin de mettre le prétendu tiers responsable en mesure de suivre la procédure pendante entre le patron et son ouvrier et d'éviter ainsi des contrariétés de jugement dans deux affaires dérivant d'un même événement.

Attendu que la Compagnie des omnibus ne conteste pas les faits articulés et qui sont au surplus suffisamment prouvés par l'enquête du commissaire de police ; qu'elle prétend seulement que le cocher de l'omnibus n'a commis aucune faute, puisque l'accident résulte du glissement de la voiture à cause de la déclivité du sol et le mauvais état du pavé. Mais attendu qu'on ne saurait admettre comme force majeure que les événements que la prudence la plus avisée ne peut ni prévoir ni empêcher.

Attendu que le cocher de l'omnibus pouvait et devait prévoir la possibilité du heurt et du glissement occasionné par l'usage tardif de son frein ; qu'on peut donc lui reprocher une imprudence et une maladresse engageant la responsabilité de la Compagnie défenderesse.

Par ces motifs, dit et juge que la Compagnie générale des omnibus devra rembourser à la Compagnie générale des voitures les condamnations qui pourraient être prononcées contre elle au profit de M. L...

Au surplus le fait que le patron a introduit le premier l'action contre le tiers n'est pas de nature à porter atteinte aux droits du blessé ou de ses représentants puisque ceux-ci, sont toujours fondés à intervenir au cours de l'instance ; dans ce cas cependant, le patron n'a pu que réclamer le montant des indemnités forfaitaires fixées par la loi ; la victime serait donc fondée à réclamer au tiers une indemnité complémentaire pour le préjudice dont elle n'est pas dédommée.

Le patron pourrait à notre sens intervenir dès le début

de la procédure préliminaire prévue par la loi du 9 avril 1898, au cours de l'enquête par exemple, ou bien il pourrait se porter partie civile dans l'instance correctionnelle dirigée contre le tiers responsable. (Arrêt de la Cour de Paris du 27 mars 1901, reproduit plus haut.)

Toutefois en pareil cas, il ne pourrait évidemment que provoquer des mesures conservatoires propres à sauvegarder sa responsabilité personnelle.

Le patron est d'autre part, fondé à intervenir dans l'instance déjà introduite par la victime ou ses représentants; ce droit d'intervenir est absolu et peut s'exercer même au cas où il s'agit d'une instance correctionnelle.

Parmi tous les dommages que l'accident peut causer au patron, figure en première ligne le remboursement des indemnités légales, mais le tiers responsable peut en outre être tenu en vertu de l'article 1382 du Code civil à indemniser le patron du préjudice que lui cause par exemple la privation d'un auxiliaire expérimenté.

La Cour de Bordeaux a rendu un arrêt dans ce sens, le 7 mai 1907. (*Recueil périodique des assurances* 1910, page 514.)

Attendu que sans avoir à justifier d'aucun lieu de droit avec l'auteur d'un délit ou d'un quasi-délit, celui qui prétend avoir subi de son fait un préjudice, a le droit en vertu de l'article 1382 du Code civil de lui réclamer la réparation de la perte subie en établissant la faute du délinquant et la relation directe qui existe entre le délit ou le quasi-délit et le préjudice occasionné.

Attendu que dans l'espèce un jugement du tribunal civil d'Angoulême passé en force de chose jugée, a reconnu la faute de X... à l'occasion de l'accident dont M... commis-voyageur des intimés a été victime.

Attendu que l'interruption de la tournée de ce voyageur, occasionnée par cet accident, a causé à la maison qu'il représentait un préjudice certain et que réparation lui en est due.

Attendu toutefois que les premiers juges ont fait du dommage causé une appréciation exagérée et qu'il y a lieu de réduire à 500 francs la somme accordée à titre de dommages-intérêts. Par ces motifs...

La Cour après en avoir délibéré, statuant sur l'appel interjeté par X... du jugement rendu le 21 novembre 1905 par le tribunal civil d'Angoulême, confirme le dit jugement sur le principe des dommages-intérêts alloués à Z..., le réforme quant au quantum accordé, etc.

Il a été jugé dans des circonstances analogues, qu'une compagnie de chemins de fer est responsable envers une Compagnie d'Assurances et est tenue à des dommages-intérêts à raison de l'accident survenu à un inspecteur, lorsque celui-ci chargé des affaires de province, visitait les agences départementales, s'occupait d'en créer de nouvelles et que, par son décès, la compagnie a été subitement privée d'un concours fort utile à son exploitation (Tribunal de commerce de la Seine, 10 janvier 1906, (*Recueil périodique des assurances*, 1906, p. 507.) Nous avons dans un chapitre précédent exposé, que conformément aux

dispositions de l'article 7 de la loi de 1898 l'ouvrier victime d'un accident du travail conservait la faculté d'obtenir réparation du préjudice causé, par la voie de droit commun contre toute personne autre que son patron, ses ouvriers ou préposés; mais nous avons admis une exception en ce qui concerne la faute intentionnelle du patron et de ses préposés.

Pourrait-on soutenir que le patron a une action non-seulement contre le tiers responsable étranger à l'entreprise versé à l'article 7, mais aussi contre l'auteur responsable qui est à son service ?

Tout d'abord, l'article 7 qui « conserve » au blessé l'action de droit commun contre les auteurs de l'accident autres que les ouvriers et préposés du patron, apporte cette limitation en ce qui concerne seulement l'action de la victime, mais il n'apporte aucune restriction à l'action du patron; dès lors à défaut de prohibition spéciale, l'action du patron reste régie par le droit commun et il semble qu'il est permis de dire que conformément à l'article 1382 du Code civil, le patron peut agir contre son ouvrier auteur responsable d'un accident.

D'autre part, il a été soutenu, que l'action du patron contre son ouvrier pouvait encore trouver son fondement dans l'article 1992 du Code civil qui pose le principe de la responsabilité du mandataire vis-à-vis de son mandant dans l'exécution du mandat; l'ouvrier, pendant qu'il exécute un travail ne peut-il pas être considéré par son patron, comme un mandataire au cours de l'exécution de son mandat ?

En ce qui concerne l'application de l'article 1992, nous objecterons qu'il ne paraît pas possible d'assimiler l'ouvrier à un mandataire, l'ouvrier est en effet attaché à l'entreprise par un contrat de louage qui ne saurait être transformé en mandat.

En ce qui concerne l'application de l'article 1382 nous pouvons objecter que le législateur a entendu rendre le patron responsable, vis à vis de ses ouvriers blessés, non seulement des accidents qui seraient survenus sans aucune faute de sa part, mais de ceux qui seraient causés par la faute même inexcusable de ses préposés. Qu'en effet, M. Lacombe, lors de la discussion au Sénat de l'article 20 de la loi de 1808 relatif à la faute inexcusable, déclarait dans la séance du 25 mai 1890.

« On comprend très bien que le patron soit responsable du fait de ses ingénieurs, de ses contremaîtres, parce qu'il a fait un choix personnel, s'il s'est trompé, s'il a mal placé sa confiance, qu'il en soit responsable, nous l'admettons comme le Code civil. »

Monsieur l'avocat général près la Cour de Cassation Baudoin, paraît bien avoir admis cette thèse dans les conclusions qu'il a présentées dans une affaire compagnie du Midi contre X... (Cassation 9 janvier 1908) puisqu'il dit :

« Il ne faut pas aggraver outre mesure la responsabilité du patron, l'étendre en la majorant à la faute inexcusable de tous et de chacun de ses ouvriers, qu'il n'a pu empêcher et qui rentre dans le risque professionnel, dont il

répond déjà forfaitairement ; mais il doit répondre de la faute inexcusable de ses préposés ou de ses alter ego. »

Il semble donc de cette déclaration que si une distinction doit être faite entre les employés du patron qui ont occasionné un accident, c'est seulement au sujet de la majoration de vente résultant de la faute inexcusable, mais le patron reste toujours et dans tous les cas, tenu de l'indemnité forfaitaire alors que l'accident a été causé par la faute quelconque de ses employés. (*Conseiller des assurances*, 12 mars 1908).

On peut ajouter que l'esprit de la loi de 1898 a été de considérer les accidents comme une charge de l'entreprise ; que dès lors, on ne peut rendre responsable l'ouvrier auteur d'un accident, ce qui aurait pour conséquence de déplacer le risque professionnel, en exonérant le patron au coût de la réparation pour le faire passer sur l'ouvrier responsable. L'ouvrier auteur d'un accident doit donc être considéré comme ayant agi à raison de son travail et le patron est responsable de l'accident au même titre qu'il le serait d'un accident causé par son outillage.

Cependant nous ferons remarquer que cette thèse n'est pas absolue et qu'il convient d'y ajouter une restriction ; de même que nous avons admis que le recours de l'ouvrier était possible au cas de faute intentionnelle du patron ou de ses préposés, nous admettons que l'ouvrier qui a causé un accident par eux fait volontaire prémédité et délictueux peut être recherché par le patron, et nous pouvons soutenir que par le fait prémédité et délictueux de

l'ouvrier il y a eu rupture momentanée du contrat de travail et que, eu égard à ce fait il n'est pas permis de croire que l'ouvrier est le préposé du patron.

CHAPITRE IV

RECOURS DE L'ARTICLE 7 DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898 EXERCÉ PAR L'ASSUREUR

Si le patron qui exerce le recours de l'article 7 contre un tiers responsable, est assuré, il est hors de doute depuis la loi du 31 mars 1905 qui édicte expressément la substitution de l'assureur au chef d'entreprise, que l'assureur peut exercer lui-même le recours.

En général le patron couvert par une assurance se décharge sur elle du soin de régler l'indemnité, mais l'auteur de l'accident n'est pas de ce fait déchargé, l'assurance, loin de supprimer le dommage n'a eu pour effet que d'en déplacer l'incidence, et l'assureur qui en définitive est appelé à supporter le coût du sinistre conserve ou plutôt est substitué dans les droits du patron en ce qui concerne le recours qui peut être exercé contre le tiers auteur responsable.

Les compagnies d'assurances ont le soin d'insérer dans leurs polices, une stipulation aux termes de laquelle elles sont subrogées dans tous les droits et actions de l'assuré

contre les auteurs responsables d'accidents dans les termes de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898.

De nombreux arrêts ont été rendus en la matière, nous nous contenterons de relater l'un des plus récents, de la Cour de Paris du 31 décembre 1907 (*Rec. acc. trav.*, 1907-1908, page 414).

Considérant que c'est à tort que les premiers juges ont déclaré la Compagnie la Foncière non recevable dans sa demande de recours introduite contre M... Comme responsables de l'accident survenu au sieur X..., qu'en effet cette compagnie qui assurait S... et H..., patron de X..., alors même qu'elle ne pourrait agir en son nom personnel est en tous cas recevable en vertu des dispositions formelles de sa police à exercer les actions de ses assurés contre les tiers responsables de l'accident dans les termes de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898.

Considérant que l'article 10 de la police dont s'agit est ainsi conçu : « La Compagnie est subrogée par les présentes dans tous les droits et actions de l'assuré contre les auteurs responsables de l'accident dans les termes de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898. »

Considérant qu'en admettant que l'appelante ne puisse se prévaloir au sens de l'article 125 et suivants du Code civil d'une subrogation proprement dite dans les droits de l'assuré, la stipulation sus relatée constitue en tous cas une cession par ce dernier, de droits futurs et éventuels qui du jour où l'événement s'est réalisé oblige le débiteur à se libérer aux mains du cessionnaire.

Considérant que les premiers juges objectent vainement « qu'il manque en l'espèce tous les éléments constitutifs de la vente et notamment la stipulation d'un prix. »

Considérant en effet qu'il n'est point exact que toute cession de créance constitue une vente, que la cession de créance peut s'effectuer à d'autres titres qu'elle peut notamment se faire à titre gratuit, qu'elle peut également figurer à titre de clauses et conditions dans un acte à titre onéreux autre qu'une vente comme dans l'espèce.

Considérant enfin que les premiers juges invoquent encore à tort l'absence de la signification de la cession.

Considérant que la signification de la cession n'est point exigée en matière commerciale, qu'à supposer qu'elle le fut, il est certain que les significations faites pour l'introduction et au cours de l'instance satisferaient aux prescriptions de l'article 1690 du Code civil pour saisir la Compagnie appelante de la propriété de la créance, que l'action introduite par la Compagnie la Foncière est donc recevable.

Par ces motifs supprime le jugement entrepris, décharge la Compagnie la Foncière des dispositions et condamnations lui faisant grief, et statuant à nouveau déclare la Compagnie appelante recevable dans son action dirigée contre M..., dit que ces derniers sont responsables de l'accident survenu le 20 octobre 1900 à X...

Il semblerait après ce que nous venons d'exposer que le patron n'a plus aucun intérêt à l'exercice de l'action, il est cependant certains cas où le patron sera appelé à faire

valoir ses droits lui-même, spécialement au cas où la Compagnie d'assurances qui le couvre serait insolvable, son obligation alors redeviendrait entière en ce qui concerne les frais médicaux et l'indemnité journalière dont il reste débiteur. De même, en ce qui concerne les rentes et pensions; il se pourrait que la Compagnie d'assurances à laquelle il est assuré, lui opposa une des déchéances de la police souscrite, déchéances qui si elles ne sont pas applicables à la victime ou ses ayants-droit peuvent donner lieu à un recours de l'assureur contre le patron. En dehors de ces éventualités nous pensons que la garantie du tiers responsable demeure sans intérêt pour le patron.

Nous avons à signaler avant de clore ce chapitre que le recours de l'article 7 pourrait également être exercé par la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse, lorsque par suite de la faillite de la Compagnie d'assurance elle est appelée à payer les indemnités légales aux lieu et place de cette dernière.

CHAPITRE V

PROCÉDURE

Suivant les termes de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 modifié par la loi du 22 mars 1902, l'action intentée contre le tiers responsable continue à être régie par les principes du droit commun et les règles spéciales de la loi de 1898 ne lui sont pas applicables.

Arrêt de la Cour de Cassation, 26 juin 1908; *Recueil accidents de travail*, 1908-1909, page 301.

La chambre criminelle saisie d'un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Paris du 11 avril 1908 a statué ainsi qu'il suit :

Sur le moyen tiré de la violation de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 modifié par la loi du 22 mars 1902 en ce que un tiers auteur d'un accident ayant occasionné une incapacité permanente de travail chez un ouvrier a été condamné au paiement d'un capital alors que l'ouvrier blessé n'avait droit qu'à une rente, c'est le chiffre de cette rente qui devait être déterminé par le juge.

Attendu que suivant les termes de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 modifié par la loi du 22 mars 1902 l'action

en réparation du préjudice causé intentée par la victime d'un accident de travail ou ses représentants contre les auteurs de cet accident autre que les ouvriers et préposés du patron, continue à être régie par les principes du droit commun, sous cette unique modification qu'au cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, l'indemnité devra être allouée sous forme d'une rente viagère servie par la Caisse Nationale des retraites.

Attendu que l'arrêt statuant sur l'action de la partie civile dans les conditions prévues par l'article 7 précité, a condamné le tiers auteur déclaré coupable du délit et la compagnie civilement responsable à payer une somme de 20.000 francs laquelle sera employée à la constitution d'une rente viagère à la Caisse Nationale des retraites ; qu'en statuant ainsi, la Cour d'appel a effectivement alloué une indemnité sous forme de rente viagère à la Caisse Nationale des retraites ainsi que l'exige l'article 7 de la loi.

Sur le deuxième moyen pris de la violation des articles 1186, 1980 et 1382 du Code civil, 3 et 7 de la loi du 9 avril 1898 modifiés par la loi du 22 mars 1902 et par celle du 21 mars 1905, en ce qui concerne l'arrêt a condamné les demandeurs à payer un capital destiné à la constitution d'une rente viagère payable d'avance alors que la dite rente n'ayant pas le caractère alimentaire ne devait être payée qu'à terme échu ou du moins ne devait être payée que pour la moitié du premier arrérage.

Attendu que les dispositions de l'article 3 de la loi du

9 avril 1898 et par suite les modifications apportées à cet article par la loi du 31 mars 1905 se réfèrent exclusivement à l'action de l'ouvrier contre son patron, et sont étrangères à l'action de cet ouvrier contre le tiers auteur de l'accident, laquelle ainsi qu'il a été dit ci-dessus en dehors des termes de l'article 7 de la loi de 1898 modifiée par la loi du 22 mars 1902 reste soumise aux principes généraux du droit commun d'où il suit que la cour d'appel en décidant que la rente constituée à la caisse nationale des retraites au projet de la partie civile à titres de dommages et intérêts serait payable par trimestre et d'avance n'a fait qu'user du pouvoir d'appréciation qui lui appartient en vertu de l'article 1382 c'est-à-dire pour fixer la réparation intégrale du préjudice causé qu'il en résulte que l'arrêt attaqué n'a commis aucune violation des articles de loi visés aux moyens...

Par ces motifs, rejette...

.

La chambre criminelle pose un principe dont les conséquences pratiques sont importantes.

En ce qui concerne la compétence tout d'abord, le tribunal compétent ne sera pas celui du lieu de l'accident mais bien celui du défendeur.

De plus lorsque l'accident a eu pour auteur un commerçant agissant dans l'exercice de son commerce le tribunal compétent pourra être soit le tribunal civil soit le tribunal de commerce au choix du demandeur. (*Rec. acc. travail*,

1904, 1905, p. 424 et 1905-1906, p. 384. *Gaz. trib.* 1907, 1-s. 2. 465. *Rec. acc. trav.* 1906-1907, p. 426).

Jugement du tribunal de Commerce de la Seine du 7 novembre 1906. (*Rec. acc. trav.* 1906-07, p. 426).

Attendu que bien qu'ils aient conclu au fond à la barre les défendeurs soulevant en cours d'instance un déclinaire d'une compétence à raison de la matière ;

Qu'ils soutiennent que s'agissant d'un accident du travail dont la loi du 9 avril 1898, a réservé la connaissance à la juridiction civile, ce tribunal ne serait pas compétent pour statuer sur la demande formée par M...

Attendu que la compétence à raison de la matière est une question d'ordre public qu'elle peut être relevée en tout état de cause qu'il convient donc de l'examiner.

Mais attendu que l'article 7 de la loi précitée autorise la victime d'un accident même après qu'elle a formé contre son patron l'action prévue et réglée par la dite loi, à rechercher ceux qu'elle considère comme les auteurs responsables d'un accident, dans les termes du droit commun.

Que c'est à raison de cette responsabilité que P. et V. sont recherchés en la présente instance.

Et attendu qu'ils sont commerçants que les faits dommageables qui leur sont imputés se sont produits à l'occasion de leur exploitation commerciale que la cause a donc à leur encontre, un caractère commercial.

Que ce tribunal est par suite compétent pour en connaître.

Qu'il échet en conséquence de rejeter le déclinatoire opposé.

Par ces motifs rejette le déclinatoire opposé en cours d'instance, se déclare compétent, retient la cause.

D'autre part, nous savons déjà que l'action dirigée contre le tiers responsable peut être formée devant la juridiction répressive accessoirement à une poursuite criminelle.

Dans tous les cas, l'ouvrier qui intente l'une de ces actions n'a plus de plein droit comme sous le régime de la loi de 1898, l'assistance judiciaire, il doit au contraire en solliciter le bénéfice.

Enfin si l'auteur de l'accident est un entrepreneur de travaux publics, l'action doit être portée devant la juridiction administrative.

Lorsqu'un ouvrier de ligne télégraphique par exemple a été victime d'un accident de travail par suite du mauvais entretien d'un ouvrage public, le recours exercé par le tiers responsable par l'état qui a payé les indemnités prévues par la loi de 1898 « doit être porté devant le conseil de préfecture. En ce sens arrêté du conseil d'état, (*Rec. acc. trav.* 1908-1909, p. 196 et 1908-1909, p. 293) ; arrêt du Conseil d'État du 5 août 1908, (*Rec. acc. trav.* 1908-1909, page 293). Considérant qu'il résulte de l'instruction que le sieur M... ouvrier des lignes télégraphiques, travaillant sur le viaduc de Maintenon, le long de la ligne de Paris à Angers, et ayant voulu s'appuyer au garde-corps du viaduc pour se garer au passage d'un train est tombé dans

le vide par suite de la rupture de ce garde-corps, que l'état qui a indemnisé le sieur M... des conséquences de cette chute conformément aux dispositions de la loi du 9 avril 1898, a demandé à la compagnie des chemins de fer de l'Ouest le remboursement des dépenses effectuées par lui, en soutenant que l'accident survenu au sieur M... était dû au mauvais entretien du garde-corps.

Considérant que l'état a ainsi porté devant le conseil de préfecture l'action qui dérive de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 et qui n'est pas une action en garantie.

Qu'en admettant même que son action ait eu les caractères d'une action en garantie destinée à la relever des conséquences de l'accident du travail survenu au sieur M... c'est au conseil de préfecture qu'il appartenait d'y statuer par application de la loi du 28 pluviôse an VIII, que c'est à tort, par suite, que le conseil de préfecture s'est déclaré incompétent.

L'action dérivant de l'article 7 de la loi de 1898, doit être obligatoirement précédé, sauf dispense de préliminaire, d'une tentative de conciliation devant le juge de Paix et elle n'est pas soumise quant à la prescription, à l'opposition ou à l'appel aux courts délais prévus par la loi de 1898, mais bien aux délais de droit commun.

Les ouvriers étrangers ou leurs représentants, demandeurs principaux ou intervenants, sont soumis, si le demandeur le requiert à la nécessité de fournir la *cautio judicatum solvi*.

En ce qui concerne la preuve, elle est soumise aux

règles du droit commun et le demandeur doit établir que l'accident est dû à la faute, la négligence ou l'imprudence de celui à qui il l'impute ; de plus, il doit établir qu'il a subi un préjudice. Il faut également tenir compte ici du cas fortuit qui exclut toute responsabilité.

Lorsqu'à la suite d'un éclatement d'un volant, des fragments de métal ont pénétré dans une usine voisine et blessé mortellement deux ouvriers, la veuve et mère de ces ouvriers ne peut prétendre rendre le propriétaire du volant responsable par application des articles 1382, 1384 et 1386 du Code civil, alors qu'il est établi que l'éclatement a constitué un cas fortuit et n'a eu pour cause ni un vice de construction, qui ne pouvait être connu des défendeurs, ni un défaut d'entretien ; nous relatons à ce sujet un jugement du Tribunal civil de la Seine, 9 février 1907.

Attendu que le 19 décembre 1904, le sieur L*** âgé de 35 ans, mari de la demanderesse, et son fils D... âgé de 19 ans, né d'un précédent mariage, travaillant tous les deux à la manufacture de chaussures F... et K..., lorsqu'ils furent tués l'un et l'autre, par les débris de fonte provenant d'un volant d'une machine à vapeur, qui avait éclaté dans l'usine de MM. X... et fils.

Attendu que la dame L... demande réparation du préjudice que ce double décès lui a occasionné s'appuyant sur les dispositions des articles 1382, 1384 et 1386 du Code civil.

En ce qui concerne la responsabilité qui incombait à M. X*** en vertu de l'article 1382, attendu que pour que

cet article soit applicable il faut qu'il y ait une faute quelconque de la part du défendeur.

Or attendu qu'il a été établi par le rapport de M. l'ingénieur des ponts et chaussées, expert commis dans une précédente poursuite pour homicide par imprudence dans cette même affaire, qu'aucune faute ne peut être relevée contre le défendeur, qu'une première fois ayant refusé un engin qui lui avait été fourni par la maison D**, l'avait remplacé par celui qui ayant éclaté a occasionné l'accident du 19 décembre 1904.

En ce qui touche la responsabilité établie par l'article 1384. Attendu que dans son paragraphe premier le législateur déclare responsable d'un dommage celui qui est causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde, mais cette présomption de faute peut être combattue, par la preuve, soit du cas fortuit, soit de la force majeure.

Or attendu qu'il résulte du rapport de l'expert survisé que l'accident paraît avoir été causé par l'existence d'une boursoufflure dans l'épaisseur du métal de la poulie, auteur de l'accident et que le constructeur, encore moins X... étaient dans l'impossibilité matérielle d'apercevoir son existence, et dès lors de prévenir le danger qui en pouvait résulter, que c'est là le cas fortuit qui exclut toute responsabilité.

En ce qui concerne l'application de l'article 1386, attendu que s'il est de jurisprudence constante que l'outillage mécanique incorporé à un immeuble doit être considéré comme faisant partie du bâtiment, encore faut-il pour

que la responsabilité du propriétaire soit encourue qu'il y ait soit un vice de construction soit un défaut d'entretien, et alors, dans ces cas la preuve incombe au demandeur.

Or, la dame L., n'apporte aucune preuve à cet égard ; qu'il parait au contraire établi par l'instruction que la rupture du volant cause de l'accident n'est due ni à un vice de construction, qui ne pouvait être connu des défenseurs, ni à un défaut d'entretien.

Par ces motifs déclare la dame L... mal fondée en sa demande, l'en déboute et la condamne aux dépens (*Recueil des accidents du travail*, 1906-1907, page 163. — *Le Droit* 11 mai 1906 ; même solution Cassation requête 18 juillet 1906. *Recueil des accidents du travail* 1906-1907, page 163)

CHAPITRE VI

NATURE DE L'INDEMNITÉ MISE A LA CHARGE DU TIERS RESPONSABLE

L'article 7 de la loi du 9 avril 1898 ne contenait aucune dérogation au droit commun. Par suite, tandis que les indemnités dues par le chef d'entreprise ne pouvaient consister qu'en rentes, celles prononcées contre les tiers pouvaient être payées en capital. D'autre part, d'après le texte primitif du paragraphe 2 de l'article 7 portant que l'indemnité qui sera allouée, exonèrera jusqu'à due concurrence le chef d'entreprise, on pouvait croire que par la condamnation du tiers responsable, le chef d'entreprise pouvait être seulement déchargé du service de la rente et non de l'indemnité du demi salaire, des frais médicaux pharmaceutiques et funéraires.

La loi du 22 mars est venue compléter sur ces deux points l'article 7 en décidant 1° que dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente, ou la mort, l'indemnité doit être allouée sous forme de rentes servies par la Caisse Nationale des retraites; 2° que le tiers pourrait être condamné « au paiement des autres indemnités et

frais prévus aux articles 3 et 4 ci-dessus » c'est-à-dire de l'indemnité journalière, des frais médicaux pharmaceutiques et funéraires.

L'introduction de la première de ces modifications a donné lieu à un intéressant débat entre M. Fernand David et M. Millerand alors ministre du commerce avant l'adoption par la chambre des députés de l'article 7 en entier. Dans la séance du 23 mai 1901 M. Fernand David s'éleva vivement contre la nouvelle conception du 2^e paragraphe de l'article 7 et demande la suppression de la disposition additionnelle :

« La disposition dont je demande la suppression constitue plutôt une modification aux règles générales de responsabilité en cas de quasi-délit établies par l'article 1382 du Code civil qu'une addition au texte de la loi du 9 avril 1898 ;

Ce que la modification nouvelle introduit dans ce texte et ce qui y est pour moi une modification profonde et regrettable du texte de l'article 7, c'est l'obligation pour le tribunal de condamner, le tiers, le passant, le citoyen quelconque se promenant dans la rue et absolument étranger au contrat de travail, de le condamner à une rente et de le contraindre également à la constitution immédiate du capital nécessaire pour acquérir un titre de rente suffisant à la caisse des retraites.

Je dis qu'il y a quelque chose d'absolument contraire à l'esprit de la législation de 1898 et je prétends que vous créez ainsi des dispositions d'ordre général qui frappent

tous les citoyens qui nous menacent tous et qui me semblent absolument inutiles et dangereuses pour l'intérêt général. » (*Journal officiel* 23 mai 1901 p. 1127)

M. Fernand David fait grief au nouveau texte de confondre et de mêler l'action née de l'article 1382 qui repose sur le quasi délit, se poursuit devant le tribunal du défendeur et dont le but est d'indemniser la victime de l'intégralité du dommage souffert avec l'action de la loi du 9 avril 1898 qu'elle est absolument exclusive de toute idée de faute et dont le but est d'indemniser la victime non pas de l'intégralité de la perte subie mais d'un quantum fixé forfaitairement. Il tire d'autre part une objection de ce que le tiers étant étranger au contrat de louage existant entre le patron et l'ouvrier il serait tout à fait anti-juridique d'imposer à ce tiers une convention à laquelle il n'est pas partie.

Enfin M. Fernand David fait remarquer que la situation des tiers sera notablement aggravée par rapport à celle du patron. « Une autre aggravation de la situation des tiers par rapport à celle du patron, est celle créée par la disposition qu'on nous propose; c'est qu'en effet, alors que vous vous contentez en ce qui concerne le patron, d'exiger le paiement d'une rente sans exiger en même temps — c'est la disposition même de votre article 28 — la constitution du capital de la rente, alors par conséquent que vous faites une faveur au patron qui cependant est lié par un contrat avec l'ouvrier qui subit un accident à l'occasion d'un profit qui lui est procuré, vous n'avez pas

pour le tiers cette modération. » « La poursuite dirigée contre le tiers va donner à l'ouvrier une somme supérieure à celle qu'il obtiendrait de son patron, puisque nous savons que de la part du patron il n'a droit qu'à une cote-part fixée dans la loi, un quantum du préjudice causé et que contre le tiers auteur de l'accident il a une action illimitée ou plutôt limitée seulement par la réparation entière du préjudice. » (*Journal officiel* du 23 mai 1901, p. 1126 et 1127).

Le ministre du commerce M. Millerand tout en ne méconnaissant pas que le tiers fut intéressant justifiait la nouvelle disposition en expliquant qu'elle avait pour but d'assurer à la victime toutes les garanties que vise à lui donner la loi de 1898 et en même temps de rendre aussi rares que possible les procès. « Et en effet avec l'article 7 de la loi de 1898 tel qu'il est actuellement rédigé, quelle est la situation ? La victime peut être tentée de demander au tiers qui a causé l'accident une réparation et de poursuivre contre lui un procès en vertu de l'article 1382 indépendamment du procès où elle demanderait à son patron la réparation forfaitaire qu'il lui doit en vertu de la loi.

Et pourquoi sera-t-elle tentée d'ouvrir cette double instance ! parce que en vertu de la loi actuelle, elle peut obtenir du tiers qui a causé l'accident un capital tandis que de son patron, elle n'obtiendra en thèse générale qu'une rente. La commission soucieuse à bon droit d'empêcher autant que possible des procès, supprime ces appâts aux procès en disant que dans tous les cas la vic-

time n'aura droit à une indemnité que sous forme de rente. Les intérêts de la victime ne sont en rien lésés mais une chance de procès est supprimée, c'est le premier avantage de la disposition présentée par la commission.

Il y en a un second, M. Fernand David paraît avoir oublié que l'indemnité allouée à l'ouvrier contre le tiers exonère à due concurrence le chef d'entreprise des obligations mises à sa charge. Qu'est-ce à dire sinon que la garantie que la loi de 1898 a voulu donner à la victimes'en trouve d'autant diminuée ! si le tribunal condamne au versement d'un capital l'auteur de l'accident, si même il le condamne à servir un revenu à l'ouvrier victime d'un accident, celui-ci est privé des garanties que la loi de 1898 lui a assurées au regard du patron.

Si bien que lorsque l'ouvrier fait un procès au tiers, il se peut qu'en définitive le tribunal lui ait adjugé simplement l'insolvabilité du tiers, et que, par conséquent, ne soit pas atteint le but de la loi de 1898 qui est dans tous les cas d'assurer à l'ouvrier victime d'un accident une indemnité forfaitaire, il n'y a plus pour l'ouvrier de garantie. Eh bien ! si intéressant que soit l'auteur de l'accident, la victime l'est plus encore. »

La chambre adoptant la façon de voir de M. Millerand vota l'ensemble de l'article 7 le 30 mai 1901 de sorte que, actuellement, au cas d'incapacité permanente ou de mort, l'indemnité mise à la charge du tiers responsable ne peut être allouée en capital, elle doit être liquidée par le tribunal dans les conditions prévues par la loi de 1898

(sans tenir compte bien entendu du quantum forfaitaire taxé par cette loi) c'est-à-dire sous forme de rente, afin de permettre d'établir aisément et d'une façon précise le degré d'exonération du chef d'entreprise.

Cependant, la Cour de cassation a décidé que le juge ne viole pas l'article 7 et « alloue effectivement une indemnité sous forme de rente viagère à la Caisse Nationale des retraites » ainsi que l'exige l'article 7 de la loi, en condamnant le tiers à payer une somme de.... francs, laquelle sera employée à la constitution d'une rente viagère à la Caisse Nationale des retraites. (Arrêt du 26 juin 1908, — *Rec. acc. trav.* 1908-09, p. 301 — que nous avons relaté dans le chapitre précédent).

D'autre part, ces rentes doivent être servies par la Caisse Nationale pour la vieillesse ; par suite, elles doivent être capitalisées conformément au tarif prévu par l'article 28 et le capital en doit être versé à cette caisse par le tiers responsable. Le versement peut d'ailleurs être effectué à capital réservé en effet, le législateur a imposé comme forme de l'indemnité celle d'une rente, il a décidé qu'elle devrait être servie par la Caisse Nationale des retraites ; le tiers auteur doit donc être nécessairement condamné, si sa responsabilité est démontrée, à constituer à la victime une rente par l'intermédiaire de cette institution. Mais là se bornent les prescriptions de la loi ; elle ne détermine pas le mode de constitution de cette rente. Or, d'après la loi du 20 juillet 1886 sur l'organisation de la Caisse Nationale des retraites (art. 5) toute rente peut être

constituée soit à capital aliéné, soit à capital réservé ; dans le premier cas, le capital versé est définitivement acquis à la caisse, dans le second, tout ou partie de ce capital doit faire retour au constituant ou à ses héritiers lors du décès du crédientier.

Il faut conclure du silence de l'article 7 de la loi de 1898 sur ce point, que le tiers responsable de l'accident doit pouvoir opter entre ces deux modes de constitution de la rente, suivant ce qu'il croit être le plus conforme à ses intérêts. Il doit pouvoir par conséquent, préférer verser une somme plus élevée, sans doute, pour constituer la rente dont il est débiteur, mais aussi en stipuler le retour lors de l'extinction de cette rente. C'est la solution qui a été adoptée par le tribunal de Lectoure par un jugement du 5 juillet 1906 qui est à notre connaissance, le seul rendu en la matière. (*Rec. acc. trav.* 1906-1907, page 124).

Attendu qu'en exécution d'un jugement du tribunal de céans en date du 6 juillet 1905 et de l'arrêt de la Cour d'Agen, en date du 27 novembre 1905, la Compagnie des chemins de fer du Midi, déclarée tiers auteur de l'accident mortel dont un sieur M... fut victime le 12 septembre 1904, a offert à M. le Directeur de la Caisse nationale des retraites en la personne de M. le Receveur particulier des finances de Lectoure, une somme de 1.782 fr. 90 représentant à concurrence de 15 fr. 50, les arrérages courus du 15 décembre 1905 au 14 mars 1906, et à concurrence du surplus, la somme jugée nécessaire à assurer à partir du 15 mars 1906, « à capital réservé », le service de la rente

de 62 francs, allouée à la veuve M... par les décisions précitées :

Que ces offres n'ayant pas été acceptées, la dite somme de 1.782 fr. 90 fut versée à la Caisse Nationale des dépôts et consignations à la date du 13 mars 1906.

Que notification de ce dépôt fut faite à la dame M... à la date du lendemain 14 mars.

Attendu que par exploit du 21 mars 1905, la veuve M... fit signifier à la Compagnie des chemins de fer du Midi un commandement de payer la somme de 15 fr. 50 de rente échue depuis le 15 mars, que la Compagnie du Midi forma opposition à ce commandement et assigna en référé pour sursis ; que le sursis fut prononcé, et qu'à la date du 2 avril 1906 assignation fut donnée à M. le Directeur général de la caisse des retraites pour voir joindre l'instance en opposition à commandement pendante entre la Compagnie du Midi et la dame veuve M... et l'instance en validité d'offres et de consignations pendante entre la Compagnie du Midi et la Caisse Nationale des retraites, et pour voir statuer.

Attendu que les deux instances sont connexes ; que la fonction n'en est pas contestée et qu'il y a lieu, dès lors, de les joindre pour les traiter par un seul jugement.

Attendu que la veuve M... déclare s'en remettre à la justice et que la seule difficulté consiste à rechercher si la Compagnie du Midi, tiers auteur responsable de l'accident mortel survenu à M... a la faculté d'assurer le service de la rente de 62 francs, qu'elle a été condamnée à servir,

d'après le tarif ordinaire de la Caisse Nationale des retraites, à capital aliéné ou à « capital réservé », à son choix, ou si, au contraire, le service de cette rente ne peut être assuré que par le versement d'un capital aliéné, sur les bases du tarif spécial, publié pour la caisse des retraites dans le *Journal Officiel* du 10 avril 1899, en exécution de la loi du 9 avril 1898.

Attendu tout d'abord, qu'il importe de remarquer que la Caisse Nationale des retraites fonctionne en vertu des lois du 18 juin 1850 et 20 juillet 1886 ; qu'organisée dans le but de favoriser la prévoyance volontaire, elle a établi des combinaisons diverses et notamment la constitution des rentes à capital aliéné ou à « capital réservé ».

Que d'un autre côté, le législateur, en organisant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, a permis dans l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 aux débiteurs des rentes, c'est-à-dire aux patrons responsables, de se libérer des rentes auxquelles ils seraient tenus, moyennant le versement ou capital représentatif de ces rentes à la Caisse Nationale des retraites qui « établirait dans les six mois de la promulgation de la loi un tarif tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents ou de leurs ayants droit ». Que par cet article 28, la Caisse Nationale a été chargée d'un service nouveau et spécial ne devant fonctionner que dans les limites strictes qui lui avaient été assignées, c'est-à-dire dans les rapports du patron et de l'ouvrier victime d'un accident.

Que les tarifs établis en conformité de cette loi et publiés dans le *Journal Officiel* du 10 mars 1899 ne pouvaient dès lors être imposés qu'aux cas spécialement prévus par l'article 28 de la loi du 9 avril 1898, tous autres cas demeurant soumis aux règles ordinaires du droit commun et aux tarifs généraux de la Caisse des retraites telle qu'elle fonctionnait en vertu des lois de 1850 et de 1886.

Attendu que dans l'espèce, la Compagnie des chemins de fer du Midi a été prise comme tiers auteur de l'accident et condamnée par application des principes généraux des articles 1382 et suivants du Code civil ;

Que si aux termes du paragraphe 2 de l'article 7 de la loi du 22 mars 1902, elle est tenue d'assurer par la caisse nationale des retraites, le service de la rente allouée, en réparation du préjudice occasionné par sa faute, aucune disposition légale ne l'astreint à subir le tarif exceptionnel de 1899, créé uniquement pour le fonctionnement de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 ;

Que si ce tarif devait être également appliqué au cas prévu par l'article 7, le législateur de 1902 l'aurait précisé ainsi qu'il l'avait fait en 1898 pour l'article 28 ;

Qu'il n'est pas permis de dire que la loi du 22 mars 1902, n'étant que le complément de celle du 9 avril 1898 et s'étant ainsi incorporée à elle, le législateur a manifestement entendu s'en référer aux tarifs publiés en 1899 et vigueur depuis longtemps ;

Que si les tribunaux peuvent recourir à l'interprétation

des lois, lorsque la rédaction fait naître un doute ou une ambiguïté, ils ne peuvent substituer leur volonté à celle du législateur, ni modifier un texte législatif ni y ajouter ;

Que le texte discuté dans la cause n'offre ni doute ni ambiguïté ;

Que décider l'application au cas prévu par le paragraphe 2 de l'article 7 des tarifs édictés pour l'application de l'article 28, serait ajouter au texte et prêter au législateur une intention qu'il n'a manifestée ni dans le texte lui-même ni dans les travaux préparatoires ;

Attendu que les considérations d'ordre général invoquées par la cause des retraites ne saurait suppléer à un texte inexistant ;

Attendu que la Compagnie du Midi a donc réclamé à bon droit l'application de celui des tarifs généraux de la Caisse Nationale des retraites, qui lui a paru le plus favorable, et que c'est à tort que la dite caisse a voulu lui imposer les tarifs exceptionnels créés pour l'application de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu que la Caisse Nationale des retraites n'a pas contesté l'exactitude de la somme consignée, calculée sur les bases d'une rente de 62 francs à capital réservé, que d'ailleurs la Compagnie du Midi offre de parfaire toute différence si le calcul était inexact ;

Qu'il y a donc lieu de déclarer suffisantes les offres réelles faites par la Compagnie du Midi, et libératoire la consignation de la somme de 1.782 fr. 90 qui en a été la suite ;

Valide en conséquence les dites offres et déclare suffisante et libératoire la consignation opérée par la dite Compagnie du Midi le 13 mars 1906.

Dit que la Caisse nationale des retraites sera tenue de verser à la veuve M... sa vie durant, une rente annuelle de 62 francs à partir du 15 mars 1906 et qu'au décès de celle-ci, sur le vu d'un extrait de son acte de décès, elle sera tenue de remettre à la Compagnie du Midi le capital de 1766 fr. 38.

Condamne la Caisse nationale des retraites sur la vieillesse en tous les dépens (*Rec. acc. trav.* 1905-1906, page 124).

Il résulte de l'ensemble des textes que le régime organique de la Caisse nationale des retraites se trouve dans la loi du 20 juillet 1886. La loi de 1898 n'a fait qu'emprunter les services que pouvait rendre, en vue d'atteindre le résultat qu'elle poursuivait, une organisation déjà créée. Seulement par dérogation au droit commun et lorsqu'il s'agit d'appliquer une conséquence du risque professionnel et de son système forfaitaire, elle a adopté un tarif spécial. Mais cette disposition apparaît comme dérogatoire au droit commun de notre institution et elle ne saurait être étendue à d'autres cas que ceux formellement prévus, c'est-à-dire à celui où c'est le chef d'entreprise lui-même qui veut par le testament d'un capital se dégager de l'obligation de payer à un de ses ouvriers une rente due comme conséquence du risque professionnel.

Le versement du capital constitutif ne peut être effectué

qu'à la Caisse nationale elle-même, opéré aux mains de la victime ou du patron, il n'aurait aucun caractère libératoire et au cas de perte ou de dilapidation exposerait le tiers à payer une deuxième fois.

Par suite les officiers ministériels chargés de recouvrir l'indemnité mise à la charge des tiers doivent sous peine d'engager leur responsabilité, veiller à ce que les fonds reçus par eux soient versés à la Caisse nationale. (Circulaire du garde des sceaux du 11 juillet 1902).

Aucune autre garantie ne saurait d'ailleurs remplacer le versement d'un capital à cette caisse et le tiers ne serait pas fondé à invoquer à son profit la faculté réservée au chef d'entreprise par l'article 28, (cas où le versement à la Caisse nationale des retraites n'est pas obligatoire pour le patron qui fournit les garanties déterminées par un règlement d'administration publique).

Le versement du capital représentatif à la Caisse des retraites n'est obligatoire que pour les rentes dues en raison d'un accident suivi d'une incapacité permanente ou de mort ; les dommages-intérêts mis à la charge du tiers et représentant soit l'indemnité journalière, soit les frais médicaux et pharmaceutiques ou funéraires, peuvent être attribués sous la forme d'un capital plus ou moins élevé.

Bien plus, le versement du capital représentatif n'est obligatoire que pour les rentes attribuées à la victime ou aux ayants droit fondés à invoquer le bénéfice de la loi de 1898, s'il s'agit d'une indemnité accordée aux autres parents

ou ayants cause de la victime (frères, sœurs, beaux parents, par exemple) il appartient au juge d'en déterminer la forme et le mode de règlement.

D'autre part, les dispositions des articles 9 et 21 peuvent elle être invoquées contre le tiers aussi bien que contre le patron ou l'assureur eux-mêmes, autrement dit, la victime ou ses ayants droit peuvent-ils, suivant les termes de l'article 9, obtenir la conversion partielle en capital des rentes et pensions qui ont pu leur être allouées et suivant les termes de l'article 21 obtenir le remplacement par un capital des rentes inférieures à 100 francs? Nous ne le pensons pas, les rentes dont il s'agit sont en effet dues en vertu du droit commun et rien ne permet de leur appliquer les dispositions de la loi de 1898 (Loubat p. 643, *contra* Sachet p. 792).

De plus, si aux termes de la loi de 1898, l'indemnité allouée à la victime d'un accident du travail par les tiers responsables doit être attribuée sous forme de rente payée par la caisse des retraites, la disposition de l'article 7 ne doit pas malgré sa généralité, être étendue au delà des limites de la sphère d'application de la loi de 1898.

Spécialement lorsque la victime d'un accident du travail tout en étant un ouvrier industriel ou commercial protégé par la loi de 1898, exerce, en même temps pour son propre compte, une autre profession complètement distincte, rien ne s'oppose à ce qu'il touche en capital l'indemnité afférente à la perte des bénéfices que lui procurait cette dernière profession.

Arrêt de la Cour de Grenoble du 9 août 1909 (*Recueil mobile du J. c., accidents n° 561*).

Attendu que le 27 avril 1908, à Saint-Priest, le sieur P. alors voiturier au service de l'entrepreneur Delacquis, a été, en traversant la voie ferrée de la compagnie du P. L. M. tamponné par un train dans des conditions si malheureuses que de l'avis de tous les hommes de l'art, il est aujourd'hui atteint d'une incapacité totale de travail ; que la compagnie P. L. M. par la faute de qui l'accident est arrivé, s'est spontanément substituée au patron de la voiture et à son assureur pour le paiement des indemnités dues en vertu de la loi de 1898 a pris en outre l'engagement de réparer le surplus du dommage non couvert par les dites indemnités ;

Attendu que dans le procès verbal de conciliation dressé le 28 octobre 1908 par le président du tribunal civil de Vienne, le salaire de la victime a été d'un commun accord fixé à 2.669 fr. 50 et la rente viagère aux deux tiers de ce salaire, c'est-à-dire à 1.644 fr. 90 que la compagnie P. L. M. régulièrement représentée à l'audience de conciliation a pris elle-même à sa charge ; que la contestation ne porte donc que sur l'évaluation du complément de dommage qui d'après le sieur P... consisterait 1° 2° dans l'impossibilité où il se trouverait de continuer la profession de marchand de gibiers qu'il exerçait prétend-il, concurremment avec son emploi de voiturier.

Attendu que seule une mesure d'instruction permettra de savoir si le sieur P... exerçait réellement la profession de

marchand de gibiers, et en cas d'affirmative quels bénéfices il en retirait ; que c'est donc à bon droit que les juges ont ordonné une expertise pour faire la lumière sur ces deux ordres de fait, mais qu'ils ont cru devoir dire que l'indemnité à allouer le cas échéant de ce chef ne pourrait l'être qu'en rente, qu'à ce dernier point de vue leur décision prête à la critique.

Attendu que sans doute l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 dispose que l'indemnité allouée à la victime d'un accident du travail par les tiers responsables dans les termes du droit commun devra être attribuée sous forme de rente payée par la caisse des retraites ; mais que les dispositions de ce texte ne sauraient être malgré leur généralité étendue au delà des limites de la sphère d'application de la loi de 1898 ; que tout spécialement lorsque la victime d'un accident du travail, tout en étant un ouvrier industriel ou commercial protégé par la loi du 9 avril 1898, exerce en même temps pour son propre compte une autre profession lucrative complètement distincte, rien ne s'oppose à ce qu'il touche en capital l'indemnité afférente à la perte des bénéfices que lui procurait cette profession de marchand de gibiers, si du moins il lui a été allouée sous forme de rente le maximum de l'indemnité à laquelle il pouvait prétendre en vertu de la loi de 1898, que tel serait précisément le cas dans lequel se trouverait P... si, comme il l'allègue, il réalisait des bénéfices appréciables dans l'exercice de sa profession de marchand de gibiers, que cette profession qu'il exerçait comme patron et qui ne

lui conférerait aucun droit à la garantie de la loi de 1898, pouvait avoir pour lui non seulement la valeur des revenus périodiques qu'elle lui rapportait, mais aussi celle d'un fond de commerce pourvu d'une certaine clientèle et susceptible d'être cédé à titre onéreux ; que la brusque interruption nécessitée par l'accident litigieux était de nature à diminuer sensiblement la valeur vénale de ce fonds et a causé ainsi un préjudice dont la réparation devrait consister en équité, dans le versement d'une somme capitale équivalente à la perte subie sur le prix de revente.

Attendu qu'on ne comprendrait pas que la loi du 9 avril 1898 ait pu, en dehors de son domaine spécial d'application contraindre les tribunaux à substituer à une juste indemnité en capital une rente viagère qui ne répondrait pas en aucune façon à la nature ou dommage effectivement causé ; les travaux préparatoires, sans avoir prévu spécialement le cas litigieux ne laissant subsister aucun doute sur l'intention du législateur de ne pas donner à son texte une extension aussi contraire aux règles du droit commun.

Par ces motifs, confirme le jugement en ce qu'il a ordonné une expertise sur le deuxième chef de contestation relatif au dommage afférent à la profession de marchand de gibiers, maintient la mission confiée aux experts sous les numéros 3 et 4, ainsi que l'étendue de leurs pouvoirs, confirme également le jugement en ce qui concerne le choix des experts, mais l'infirme en ce qu'il a été décidé

que l'indemnité afférente à ce deuxième chef devrait être nécessairement payée en rente viagère, dit qu'aucun texte de loi ne s'oppose à ce qu'elle soit payée en capital, mais que la question de savoir si elle est due et sous quelle forme elle peut être payée, n'est susceptible d'être résolue qu'après l'expertise ordonnée.

(Sachet 5^e édit. 785), (Maural et Berthiot 2^e édit., 209), Lyon 22 avril 1904 (sol impl.) *Recueil acc. trav.*, 1904-1905, n° 68).

Enfin la victime ne pourrait après détermination du chiffre de l'indemnité, convenir avec le tiers responsable que le service de la rente sera remplacé par tout autre mode de réparation conformément à l'article 21, alinéa 3. Une telle convention aurait en effet pour résultat d'exposer la victime à l'insolvabilité éventuelle de son débiteur et nous paraît tout à fait incompatible avec la formule impérative de l'article 7.

De même on ne saurait appliquer à la rente mise à la charge du tiers, la disposition de l'article 3, relative au paiement d'un capital égal à trois annuités de rente en cas de nouveau mariage du conjoint survivant ou d'abandon du territoire français par un ouvrier étranger.

(Sachet, 5^e édit., page 437).

CHAPITRE VII

LA REVISION ET L'ARTICLE 7 DE LA LOI DE 1898

Avant l'institution du risque professionnel, les tribunaux reconnaissaient aux victimes d'accidents, le droit de demander en cas d'aggravation de l'infirmité, l'augmentation de l'indemnité allouée ; mais par contre, le patron n'avait pas la faculté de demander en cas d'amélioration de l'état du blessé, la diminution de l'indemnité qui avait été mise à sa charge, la loi du 9 avril 1898 a établi l'équilibre et actuellement le patron et l'ouvrier ont tous deux la faculté de reviser l'indemnité primitivement allouée, soit en vue d'une augmentation s'il y a aggravation de la blessure, soit en vue d'une diminution s'il y a réduction de l'incapacité de travail dont était atteinte la victime. Les intéressés ont un délai de trois ans qui se compte du jour de la conciliation ou de la décision judiciaire fixant la rente pour intenter l'action en revision (article 9, loi 1898).

La revision ne peut donc être demandée que s'il se produit un changement dans l'état de la victime et l'existence d'une aggravation réelle de l'infirmité est

indispensable pour donner ouverture à une action. Une erreur de diagnostic commise par le médecin-expert dans l'instance initiale, par exemple, ne saurait motiver la demande de revision (Bordeaux, 31 juillet 1902. D. P. 1904, 2. 97).

Il faut de plus que l'aggravation dont fait état l'ouvrier soit bien une conséquence de l'accident et il a été jugé que la demande en revision était irrecevable lorsque l'aggravation était le résultat de la façon défectueuse avec laquelle l'ouvrier avait cru devoir se soigner lui-même (Aix, 17 janvier 1903. D. P. 1904, 2. 97).

Enfin, il est nécessaire que l'aggravation ait eu pour conséquence une augmentation de l'incapacité de travail et l'action en revision serait évidemment non recevable au cas où le blessé aurait obtenu une indemnité correspondant à une indemnité permanente absolue.

L'action en revision est possible alors même que l'incapacité primitive aurait été purement temporaire et n'aurait donné lieu qu'au paiement du 1/2 salaire, pourvu que par la suite cette incapacité soit devenue permanente, toutefois avant la loi du 31 mars 1905 modifiant l'article 19, cette question avait été controversée; c'est ainsi que les cours d'appel de Dijon, de Douai, de Grenoble, de Limoges et même le tribunal de Versailles s'étaient prononcés pour la recevabilité alors que la Cour de Cassation avait décidé le contraire (Douai, 25 nov. 1902. D. P. *loc. cit.*, *Pand. franç.*, 1905, 2. 206. — Dijon, 15 décembre 1902. — Grenoble, 30 mai 1902. D. P. 1904, 2. 97. —

Limoges, 2 juin 1903. — *Contra*, Rennes, 30 décembre 1902, *Pand. franç.*, 1905, 2. 207).

(Cass. Req., 27 juin 1904. D. P., 1905, 1. 225, 15 nov. 1904. *Pand. franç.*, 1905, 1. 76).

La loi du 31 mars 1905 a levé tous les doutes à cet égard en disposant que : « La demande en revision... est ouverte pendant trois ans à compter... soit de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière, s'il n'y a point eu attribution de rente. »

Tout ce que nous venons de dire des conditions d'exercice de l'action en revision en cas d'aggravation, s'applique aussi au cas d'alternation de l'infirmité et si après l'allocation de l'indemnité primitive, l'état de la victime vient à s'améliorer, le patron pourra demander la réduction de cette indemnité.

Après avoir indiqué dans ses grandes lignes le principe de la revision nous allons examiner dans quelles conditions il fonctionne combiné avec l'article 7 de la loi de 1898.

En droit commun, l'autorité de la chose jugée ne fait pas obstacle à ce qu'une personne qui a obtenu judiciairement des dommages intérêts à la suite d'un accident, forme une nouvelle demande si son état vient à s'aggraver.

Mais à l'inverse, lorsqu'une personne est déclarée responsable des conséquences d'un accident, et, pour ce motif condamnée à servir une rente viagère à la victime, elle ne peut sans se heurter à la chose jugée, demander la réduction ou la suppression de la rente si l'état de la

victime vient à s'améliorer, ou même si la guérison complète survient. (Cf. Nancy, 10 juillet 1875, S., 1876, 2. 5.) Par suite dans les rapports qui existent entre la victime d'un accident du travail et le tiers auteur responsable, ce dernier ne sera pas fondé à exercer l'action en revision pour demander la réduction ou la suppression de la rente mise à sa charge.

Par contre au cas d'aggravation la victime et par suite son patron sont fondés à exercer contre le tiers un nouveau recours en supplément d'indemnité de plus les dispositions de l'article 19 de la loi de 1898 n'étant pas opposables au tiers il en résulte que même après le délai de 3 ans prévu par cet article des dommages-intérêts supplémentaires pourront lui être réclamés par la victime

Lorsqu'un tiers a été condamné à une indemnité vis-à-vis d'un ouvrier à la suite d'un accident causé par sa faute et que plus tard cet ouvrier fait constater par la justice que l'incapacité de travail dont il était atteint est devenu irrémédiable et obtient à l'encontre de son patron en vertu de la loi du 9 avril 1898, un supplément d'indemnité, le patron est recevable à répéter ce supplément contre l'auteur responsable de l'accident, et celui-ci ne peut exciper comme de la chose jugée, de la décision judiciaire primitive, rendue entre lui et la victime (Aix, 6 juin 1902, *Rec. acc. trav.*, 1902, p. 69).

Le tiers responsable peut-il faire échec à la règle générale en demandant au tribunal de lui donner acte de ce qu'il entend se réserver de demander la réduction ou la

suppression de la rente si l'état de la victime vient à se modifier ? Un arrêt de la Cour d'Aix que nous rapportons ci-dessous semble l'admettre.

Sur appel d'un jugement du tribunal civil de Marseille, du 21 mai 1909, interjeté par la Compagnie des tramways, la Cour d'Aix a rendu l'arrêt suivant (*Recueil périodique des assurances*, 1910, page 518).

Attendu que le jugement dont cet appel a réservé à la Compagnie générale française des tramways, la faculté de demander au cas d'amélioration survenu dans l'état d'Augeras, la suppression et la rente mise à sa charge, mais seulement dans la mesure où cette rente excède celle de 558 fr. 18, laquelle ne saurait être supprimée ou diminuée ; que cette disposition a pour base ce motif que cette rente de 558 fr. 18 ne peut être réduite, par suite du délai de revision, attendu que si cette considération est vraie, en ce qui concerne l'action dirigée par Augeras contre son patron, en l'espèce l'administration des postes, elle cesse de l'être, à l'occasion d'une action basée uniquement sur les dispositions de droit commun de l'article 1382 du Code civil, le tiers responsable ne pouvant, en pareil cas, être déchu du droit d'obtenir la suppression d'une rente allouée en vue d'une infirmité qui aurait cessé d'exister au prétexte que le patron tenu en vertu d'une loi spéciale aurait laissé perdre son droit de réclamer la revision de l'indemnité forfaitaire par son fait ou sa faute.

Par ces motifs : et adoptant ceux des premiers juges en tant qu'ils n'ont rien de contraire, la Cour donne acte à la

Compagnie générale française des tramways qu'elle déclare s'en rapporter à justice sur la partie du jugement la condamnant à servir à Augeras une rente de 800 francs et aux dépens ; émendant et réformant le dit jugement, dit que c'est à tort que les réserves de la Compagnie appelante tendant à la suppression éventuelle de cette rente ont été limitées à la somme de 300 francs seulement. Condamne la première appelante aux dépens.

La solution de la cour d'Aix ne laisse pas de soulever quelques doutes. En effet l'action en responsabilité ne peut s'exercer et la condamnation à des dommages-intérêts ne peut être prononcée que si le préjudice est actuel et certain. On peut donc demander s'il n'y a pas contradiction, de la part d'un tribunal, à prononcer une condamnation et à donner tout à la fois, acte au défendeur, de réserves tendant à la rétractation ultérieure de cette condamnation. Sans doute, on peut au cours d'un procès, faire réserve d'un droit, afin surtout d'éviter un malentendu et des interprétations contraires, mais encore faut-il que le droit réservé existe réellement ; les réserves ne sauraient suffir à le créer, même lorsque le juge en a donné acte ; elles sont dès lors inefficaces pour ouvrir à la partie qui les a requises un recours contre une décision judiciaire qui a acquis l'autorité de la chose jugée.

Cette décision méritait également d'être signalée au point de vue des complications qu'elle peut soulever dans la pratique.

Si l'on admet avec la cour d'Aix, que le tiers responsable

peut faire reviser la condamnation dont il a été frappé, il faut reconnaître, d'autre part, que cette revision n'est assujettie à aucune prescription spéciale.

Lorsqu'il s'agit, comme dans l'espèce, d'un accident du travail, l'indemnité n'est revisable entre le patron et l'ouvrier que durant trois années à partir de la décision judiciaire ou de la conciliation, passé ce délai elle devient définitive. Mais la disposition de la loi de 1898 qui en décide ainsi n'est pas opposable au tiers, par suite même passé ce délai la victime peut lui réclamer des dommages supplémentaires. Sur ce point pas de difficulté ; mais supposons que la réduction de la rente soit prononcée au profit du tiers, cette réduction ne produit aucun effet dans les rapports du patron avec l'ouvrier ; et ici les difficultés surgissent. En effet dans l'hypothèse que nous envisageons, le capital de la rente forfaitaire a été constitué à la caisse nationale des retraites par le tiers ainsi que le prescrit l'article 7 de la loi de 1898. Celui-ci devra donc en réclamer la restitution et l'on peut imaginer les difficultés qu'il rencontrera pour y aboutir. D'autre part, le patron a été exonéré par une décision qui, à son égard est définitive. Pourra-t-il être utilement recherché par l'ouvrier, ou par la caisse nationale des retraites subrogée aux droits de ce dernier ! Il semble bien que non puisque la responsabilité du tiers reste entière et que seul le préjudice a partiellement ou totalement disparu.

Nous devons admettre que, en l'espèce, la situation du tiers est considérablement aggravée par rapport à celle du

patron, les tribunaux semblent se rendre compte de cette fâcheuse position, et, dans l'impossibilité où ils sont en l'absence d'une disposition expresse de la loi étendant au tiers le bénéfice de la revision de réserver à ce dernier les mêmes prérogatives dont jouit le patron en vertu de l'article 19 de la loi de 1898, ils cherchent par application des articles 1382 et suivants du Code civil à tenir compte, pour l'évaluation du principe et pour la fixation de l'indemnité, de tous les éléments d'application qui leur sont soumis. Nous venons de constater dans le précédent jugement qu'un ouvrier ayant obtenu du chef d'entreprise, la rente à laquelle il avait droit aux termes de la loi de 1898 et ayant exercé en vertu de l'article 7 de la dite loi, une action en responsabilité contre le tiers auteur de l'accident, les magistrats avaient donné acte au tiers de ce qu'il se réservait de demander la suppression de la rente, considérant que la guérison complète de la victime pouvait être envisagée.

Nous retrouverons cette même tendance au tribunal correctionnel de la Seine.

La loi du 22 mars 1902, un accident que l'indemnité due à un ouvrier blessé par le tiers auteur de l'accident devra être attribuée, au cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente, sous forme de rentes servies par la Caisse nationale des retraites, n'a pas entendu apporter d'exceptions aux principes admis en matière d'autorité de la chose jugée.

En conséquence, alors même que les tribunaux civils

auraient décidé, dans les rapports de l'ouvrier et de son patron, que l'incapacité de travail résultant de l'accident affectait un caractère absolu et permanent, sous réserve de la faculté légale de revision et auraient condamné le patron au service d'une rente égale aux $\frac{2}{3}$ du salaire, il est loisible au tribunal correctionnel, saisi de la poursuite dirigée pour blessure par imprudence contre le tiers auteur de l'accident, de se refuser à reconnaître à l'incapacité de travail un caractère absolument définitif et, se basant sur la possibilité d'une guérison, de condamner l'auteur de l'accident, non pas à la constitution d'une rente servie par la Caisse nationale des retraites, mais au paiement de sommes d'argent et d'une pension ayant pour terme éventuel, le décès ou la guérison du sinistré. (Trib. corr. de la Seine, 20 décembre 1801. *Rec. acc. tr.*, 1904-1905).

Attendu, en effet que si le jugement et l'arrêt rendus dans la poursuite ont cru pouvoir reconnaître, à l'incapacité absolue du travail résultant de l'accident, un caractère définitif en présence de deux rapports d'experts qui, à une année d'intervalle, sont d'accord pour déclarer qu'une amélioration est, au contraire, dans un avenir plus ou moins éloigné, c'est en prenant en considération la faculté réservée au défendeur, par l'article 19 de la loi du 9 avril 1898, disposant expressément que « la demande en revision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime, ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant

trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision judiciaire définitive, le titre de pension ne devant être remis à la victime qu'à l'expiration des trois ans. »

Que par suite, cet état déclaré définitif reste, en réalité, provisoire pendant trois ans.

Attendu qu'il n'est pas démontré et qu'il est au moins fort douteux, en l'absence d'une disposition expresse du texte que cette réserve édictée dans une loi spéciale réglant, dans des conditions de forfait, les rapports résultant des accidents du travail entre patrons et employés de certaines industries, puisse être invoquée par des tiers responsables d'accidents et poursuivis en vertu du droit commun consacré par l'article 1382 du Code civil.

Qu'en présence d'une telle différence de situation, il serait excessif et contraire au droit comme à l'équité de reconnaître à l'égard de D..... le caractère absolument définitif d'une incapacité de travail, qui n'a été reconnue permanente que sauf revision pendant trois années etc... (*Rec. acc. trav.* 1904-05, p. 370).

Nous rencontrons bien dans ce jugement ces tendances que nous avons mentionnées plus haut. « Il serait excessif et contraire au droit comme à l'équité de reconnaître le caractère permanent et définitif d'une incapacité de travail, qui n'a été reconnue permanente que sauf revision ». Quoi qu'il en soit, la jurisprudence n'est pas encore

assez complète en la matière pour permettre de développer considérablement cette question et pour autoriser un jugement définitif.

CHAPITRE VIII

DIFFICULTÉS QUE PRÉSENTE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 7 DE LA LOI DE 1898

En ce qui concerne l'exercice de l'action de l'article 7 par le blessé ou ses ayants droit, il ne saurait y avoir de discussion puisque la loi de 1898 leur conserve les droits qu'ils possédaient sous l'empire du droit commun ; mais en ce qui touche l'exercice de cette action par le patron de graves difficultés ont surgi et des opinions diverses ont été émises cherchant à expliquer la nature et la provenance des droits du patron.

L'article 7 de la loi de 1898 reconnaît expressément au patron la faculté d'exercer l'action de droit commun contre les tiers responsables : « Cette action contre les tiers responsables, dit notre article, pourra même être exercée par le chef d'entreprise à ses risques et périls aux lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage. »

Selon une première opinion, lorsque le patron exerce le recours de l'article 7, il n'agit pas en vertu d'un droit personnel et direct mais bien en vertu d'une subrogation

légale ; il fait simplement valoir un droit appartenant à l'ouvrier et dont celui-ci n'a pas voulu se servir.

Le chef d'entreprise se trouverait en somme dans la situation d'un débiteur principal subrogé aux droits de son créancier envers un autre débiteur principal dont la dette peut venir en déduction de celle qu'il a payée lui-même ; il suit de là que le patron pourrait se servir de toutes les voies que la victime ou ses ayants droit auraient eu sous l'empire du droit commun (opinion de M. Sachet).

D'après une deuxième opinion (M. Loubat) le patron conserve comme l'ouvrier les droits et actions qui lui appartenaient sous l'ancienne législation. L'article 7 ne prive pas le patron de l'action qui lui appartenait en vertu de l'article 1382 du Code civil et il ne lui ouvre pas une action d'une nature différente.

De ce que l'article 7 déclare que le chef d'entreprise peut agir contre le tiers au lieu et place de la victime si celle-ci néglige de le faire, il n'en résulte nullement que le législateur ait entendu ouvrir au patron une action autre que celle qui lui appartient en propre aux termes de l'article 1382. Il était inutile de confirmer purement et simplement un droit auquel aucune autre disposition de la loi ne semblerait faire échec et cette confirmation ne suffit pas pour induire que le législateur a voulu créer en faveur du patron une action d'une nature particulière, une telle action était d'ailleurs inutile à tous égards puisque le patron et l'ouvrier trouvent dans l'action personnelle et directe de l'article 1382, chacun en ce qui le concerne, le

moyen d'obtenir la réparation du préjudice qu'ils subissent.

Au surplus, nous dit-on, il ne saurait être ici question de subrogation, non seulement parce que la subrogation implique un paiement et que l'on est d'accord pour reconnaître que le patron peut agir avant de s'être libéré, mais surtout parce que la subrogation telle que l'entend notre droit n'existe qu'au profit de celui qui paie la dette d'autrui, condition qui ne se rencontre point puisque le patron qui paie à l'ouvrier les indemnités prévues par la loi ne fait qu'acquitter sa propre dette.

D'autre part, pour que le patron puisse agir contre le tiers, il faudrait que sa victime ou ses ayants droit aient eux-mêmes négligé de le faire, mais soutient-on, il ne faut pas interpréter les mots « si la victime néglige d'en faire usage », comme subordonnant *en droit* l'action du patron à l'inaction de l'ouvrier, mais l'intérêt étant la mesure des actions, il est bien évident que si l'ouvrier a agi contre le tiers, s'il a fait reconnaître le principe de sa responsabilité, et si par suite il a obtenu une condamnation égale ou supérieure aux indemnités que la loi spéciale met à la charge du patron, celui-ci étant aux termes mêmes de cette loi exonéré jusqu'à due concurrence, il n'a plus *en fait* un intérêt légal pour agir personnellement pour les mêmes causes contre le tiers.

En somme, le débat se résume actuellement à ceci : le patron est-il investi d'une action subrogative ou bien possède-t-il au contraire une action personnelle et directe

fondée sur les articles 1382 et suivants du Code civil. Les partisans de l'action personnelle invoquent à l'appui de leur thèse un arrêt du Conseil d'État rendu le 22 mai 1908, et les partisans de l'action subrogative, se fondent sur un arrêt de la Cour de Cassation en date du 7 juillet 1909.

Nous reproduisons ces deux arrêts l'un à la suite de l'autre par ordre chronologique.

Arrêt du Conseil d'État, 22 mai 1900 (*Recueil périodique des assurances*, 1910, page 545) :

Vu la loi du 9 avril 1898 ; vu la loi du 28 pluviôse an VIII, sur les conclusions de la Compagnie tendant à faire déclarer non recevable la requête introduite contre elle par l'État devant le Conseil de préfecture ;

Considérant que la Compagnie soutient en premier lieu, que l'action de l'État doit être repoussée, tant par l'exception de la chose jugée, qu'en vertu des dispositions de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 ; par les motifs que d'une part, le sieur X..., ouvrier de l'Administration des Postes et Télégraphes, a formé contre la Compagnie requérante prise comme auteur responsable de l'accident dont il avait été victime, une demande en réparation du préjudice qui lui avait été causé ; que cette demande a été rejetée par un jugement du tribunal civil de Poitiers du 25 décembre 1903, confirmé par un arrêt de la Cour de Poitiers du 6 juin 1904 ; que d'autre part, d'après l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, le patron ne peut agir qu'à défaut par l'ouvrier d'avoir exercé lui-même l'action en réparation.

Considérant qu'il résulte de l'instruction que la demande portée par le sieur X... devant l'autorité judiciaire tendant à obtenir en outre de la rente viagère qui lui était servie par l'administration des Postes à raison de l'accident éprouvé par lui au cours de son travail, la condamnation de la Compagnie des tramways au paiement d'une indemnité supplémentaire de 20.000 francs que l'action de l'état tendait à faire supporter par la Compagnie des tramways la charge de la rente viagère payée par l'administration des Postes, qu'ainsi elle avait un objet autre que celui de la demande du sieur X... devant le tribunal civil qu'en outre, l'état appelé en garantie devant le tribunal par la Compagnie des tramways a été mis hors de cause, qu'ainsi l'état est resté étranger à la procédure suivie devant l'autorité judiciaire, procédure qui en conséquence ne lui est pas opposable.

Considérant que la Compagnie soutient en second lieu, que l'Etat n'est pas recevable à lui réclamer le remboursement des sommes dont il n'était pas tenu légalement d'effectuer le paiement en exécution de la loi du 9 avril 1898.

Considérant que l'Etat exerce contre la Compagnie l'action qui aurait pu être exercée intégralement par le sieur X... lui-même par application des règles du droit commun en dehors de l'action forfaitaire de la loi de 1898, que la Compagnie ne justifie pas que le paiement par l'Administration des Postes de certaines dépenses consécutives à l'accident et l'allocation d'une rente viagère de

438 francs constituent une réparation exagérée du préjudice qui a été causé au sieur X...

Sur la compétence, considérant que la demande formée par l'Etat contre la Compagnie des tramways électriques de Poitiers devant le Conseil de préfecture était fondée sur ce que l'accident éprouvé par le sieur X..., ouvrier auxiliaire de l'Administration des Postes et Télégraphes et à raison duquel cette administration avait dû payer en exécution de la loi de 1898, des frais de maladie et autres dépenses accessoires et, en outre, servir une rente viagère, devait être attribué à l'établissement des lignes concédées à la Compagnie, que s'agissant dès lors d'une réclamation motivée par l'exécution d'un travail public, c'est à bon droit que le conseil de préfecture s'est déclaré compétent pour en connaître.

Au fond considérant qu'il est établi que l'accident dont le sieur X... a été victime, a été occasionné par le contact du fil téléphonique qu'il se disposait à mettre en place avec l'un des tendeurs du fil conducteur de l'énergie électrique utilisé par le tramway dont la Compagnie requérante est concessionnaire ; que l'état est donc fondé à soutenir que l'accident provient de l'établissement même du tramway et que la responsabilité de la Compagnie est engagée à raison d'un préjudice qui a sa cause dans un travail public, qu'au surplus la responsabilité de la Compagnie, dérive des termes mêmes de l'autorisation qui lui a été délivrée par la décision du ministre des Postes et Télégraphes du 31 octobre 1907 qui porte, article 5 ;

« Nonobstant les autorisations accordées à l'exécution même rigoureuse des mesures de précautions prescrites par ledit arrêté, le concessionnaire demeurera envers l'état des dommages que pourrait causer l'établissement ou l'exploitation de ses établissements. » Mais considérant que l'administration des Postes a eu le tort de ne pas veiller à ce que le sieur X... fut muni de gants de caoutchouc réglementaires dont la prudence recommandait l'emploi pour un travail exécuté dans le voisinage d'un tramway, que de ce chef les conséquences de l'accident doivent être laissées pour partie à la charge de l'état, qu'il sera fait une équitable appréciation des circonstances de l'affaire en condamnant la Compagnie à rembourser la moitié seulement des dépenses payées par l'administration des Postes à l'occasion des blessures dont le sieur a été atteint, et à contribuer également pour moitié seulement au service de la rente viagère allouée au sieur X...

Considérant en outre que contrairement à ce qui a été jugé par le Conseil de préfecture l'obligation de la Compagnie en ce qui touche le service de la rente viagère ne doit pas être limité aux arrérages échus, mais qu'elle doit s'étendre aux arrérages futurs, qu'il s'agit en effet de fixer les conditions de réparation d'un préjudice définitivement causé ; article 1^{er} : La Compagnie des tramways électriques de Poitiers payera à l'état la somme de 518 fr. 25 représentant la moitié des frais que le Conseil de préfecture avait mis à sa charge. — Article 2 : La Compagnie remboursera également à l'état, jusqu'à concurrence de moitié

les arrérages échus et à échoir de la rente de 483 francs allouée au sieur X...

Arrêt de la Cour de Cassation, 7 juillet 1909 (*Recueil périodique des assurances*, 1910, p. 538).

Sur le premier moyen de pourvoi :

Vu l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902.

Attendu que si les ouvriers et employés désignés à l'article premier de la loi du 9 avril 1898 ne peuvent se prévaloir à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail d'autres dispositions que celles de la dite loi, ils conservent néanmoins contre le tiers responsable de l'accident, en vertu de l'article 1382 et suivants du Code civil, le droit de leur réclamer la réparation du préjudice causé conformément aux règles du droit commun.

Attendu toutefois que l'indemnité qui leur sera allouée exonérera jusqu'à due concurrence le chef d'entreprise des obligations que la loi de 1898 met à sa charge ; que ce dernier peut intervenir dans l'instance introduite par la victime ou ses ayants droit contre les tiers responsables ; qu'il peut même exercer contre eux l'action de ses ayants droit si ceux-ci négligent d'en faire usage ; qu'il suit de là que si la victime ou ses ayants droit ont exercé contre le tiers responsable l'action de l'article 1382 du Code civil le chef d'entreprise ne peut plus agir contre lui : que cette restriction apportée à l'exercice des droits du chef d'entreprise évite le renouvellement de débats qui, bien que ne s'agissant pas entre les mêmes parties, se seraient poursui-

vies à raison des mêmes faits et auraient pu aboutir à des décisions contraires; que par contre la faculté qui lui est donnée d'intervenir devant toutes les juridictions, dans les instances suivies par ses ouvriers et employés contre les tiers responsables sauvegarde ses intérêts.

Attendu que l'arrêt attaqué constate que M... ouvrier de P... entrepreneur de transports, a été victime d'un accident du travail le 7 juillet 1903; que la cour d'appel de Paris a par arrêt du 31 décembre suivant, condamné la Compagnie des tramways de l'Est Parisien, responsable de son mécanicien Hareau, par la faute duquel l'accident était survenu, à servir à M... partie civile une rente annuelle et viagère de 500 francs; qu'un jugement du tribunal de la Seine, du 13 mai 1903, faisant application à Guillemot de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, a condamné P... à servir à son ouvrier une rente annuelle et viagère de 657fr. 30 sur laquelle s'imputerait à due concurrence la rente de 500 francs mise à la charge de la Compagnie des tramways de l'Est Parisien.

Attendu que P... avait dès le 17 avril 1904 cite la Compagnie de l'Est Parisien devant le tribunal de la Seine en remboursement de toutes les sommes qu'il avait payées ou devrait payer à M... à raison de l'accident dont cet ouvrier avait été victime.

Attendu que l'arrêt attaqué a fait droit aux conclusions de P... bien que M... son ouvrier ait exercé contre la Compagnie des tramways de l'Est-Parisien l'action des

articles 1382 et suivants du Code civil ; qu'en statuant ainsi il a violé l'article sus visé.

Par ces motifs, sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens du pourvoi.

Casse

Sans vouloir dès à présent prendre partie pour l'une ou l'autre des deux théories en présence ; nous examinerons les différentes hypothèses qui peuvent se présenter et nous rechercherons comment devra fonctionner le recours de l'article 7 exercé par le patron suivant que l'action dont disposera ce dernier sera considérée comme une action subrogative ou comme une action personnelle et directe.

Nous examinerons ensuite si conformément à la thèse adoptée par l'arrêt de cassation du 7 juillet 1909, les droits du patron sont suffisamment sauvegardés comme il est dit à la fin du deuxième attendu de cet arrêt.

Première Hypothèse

Supposons que le premier ouvrier ait introduit le recours de l'article 7 contre le tiers responsable, suivant la théorie admise par la Cour de cassation, le patron ne pourra qu'intervenir à l'instance et s'il néglige de le faire il restera sans action contre le tiers responsable ; si l'on admet au contraire que le patron possède une action personnelle et directe, il aura toujours la faculté même après que la victime aura reçu satisfaction du tiers, de demander la réparation du préjudice subi, en vertu de l'article 1382.

Deuxième Hypothèse

L'ouvrier blessé ayant négligé de faire usage de son droit, le patron actionne directement le tiers responsable en réparation du préjudice subi, puis la victime se ravisant, intente à son tour le recours de l'article 7. Si l'on accorde au patron une action personnelle, il est évident que celui-ci ayant intenté légalement l'action s'est acquis un droit à la poursuivre et il ne saurait dépendre de l'ouvrier de mettre un obstacle à l'exercice de ce droit ; mais si le patron n'est investi suivant les tendances jurisprudentielles que d'une action subrogative, il devra ou se désister ou son action devra être déclarée non recevable. C'est d'ailleurs ce qui a été jugé par un arrêt de Paris en date du 28 octobre 1910.

L'action intentée par le patron contre le tiers responsable, est rendue non recevable par l'exercice postérieur d'une action de l'ouvrier contre ce tiers (*Recueil des accidents du travail*, 1910-1911, page 380).

Considérant que le 29 septembre 1908 M..., charretier au service de Desgrain et Charnay entrepreneurs de transports, suivait avec son attelage la route de Clamart à Malakoff ; lorsque, près de l'octroi de Clamart, le camion sur lequel il était monté fut tamponné par un tramway de la ligne exploitée par la Compagnie générale Parisienne de tramways ; que, par suite du choc, Mongenot fut précipité à bas de son siège et blessé au pied droit.

Considérant qu'à la suite de cet accident M... invoqua

contre son patron, l'application de la loi du 9 avril 1898 ; que le dit patron étant assuré contre les conséquences des accidents du travail à la société la Mutualité Industrielle ; celle-ci se substitua à son assuré pour répondre d'abord à la demande d'indemnité journalière de l'ouvrier blessé.

Considérant que M... s'étant ensuite prétendu atteint d'une incapacité de travail partielle permanente réclama une indemnité forfaitaire qu'après accord intervenu devant le Président du tribunal civil de la Seine, entre le demandeur et la Mutualité Industrielle substituée au patron, une ordonnance rendue le 8 janvier 1909 par le magistrat précité fixa sous forme d'une rente annuelle et viagère de 182 fr. 40 mise à la charge de la Compagnie d'assurance, l'indemnité à laquelle M... avait droit.

Considérant d'autre part qu'à la date du 27 avril 1909, Gernolle conducteur du tramway qui avait tamponné le véhicule sur lequel était monté M..., était poursuivi à la requête du ministère public devant le tribunal correctionnel de la Seine, sous prévention de blessures par imprudence causées au dit M..., que ce dernier intervint en qualité de partie civile à l'audience du tribunal correctionnel, que par jugement du 8 mai 1909, ce tribunal constatant que la responsabilité de l'accident dont avait été victime Mongenot incombait pour partie à la négligence de celui-ci et pour partie à l'imprudence du conducteur de tramway et « tenant compte de la faute partagée » pour la fixation de l'indemnité, a condamné conjointement et solidairement Gernolle conducteur du tramway et la Com-

pagnie générale Parisienne de tramways civilement responsable de son employé à payer à M..., à titre de dommages intérêts : 1° une somme de 300 francs ; 2° une rente annuelle et viagère de 182 fr. 40, en ordonnant que le service de cette rente serait garanti par l'acquisition d'un titre de rente 3 0/0 sur l'État français.

Considérant que dès le 5 novembre 1908, par une première assignation, la Mutualité Industrielle, agissant en vertu de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, comme cessionnaire aux termes du contrat d'assurance, des droits du patron de M..., avait formé contre la Compagnie générale Parisienne de tramways, devant le tribunal de commerce de la Seine, une demande de remboursement d'une somme de 100 francs qu'elle prétendait avoir déjà payée à M... et de ce qu'elle lui devait payer par la suite, à raison de l'accident dont celui-ci avait été victime ; que par une deuxième assignation signifiée le 16 janvier 1909, procédant par suite de la première, la Mutualité Industrielle précisait le montant des sommes dont elle réclamait le remboursement et qui comprenaient : 1° le capital nécessaire pour constituer la rente viagère de 182 fr. 40 mise à sa charge soit 4096 fr. 95 ; 2° 42 francs pour frais de traitement du blessé.

Considérant que par jugement rendu le 24 juin 1909, le tribunal de commerce a fait droit pour partie aux conclusions de la Mutualité Industrielle, qu'en la déclarant recevable à exercer l'action de l'article 7 de la loi de 1898, contre la Compagnie générale parisienne de tramways

responsable de l'accident, elle lui a accordé condamnation pour moitié seulement des sommes déboursées, et ce, à raison de ce que par le jugement correctionnel du 8 mai 1909 alors définitif, la responsabilité de l'accident avait été partagée par moitié entre l'auteur et la victime.

Considérant que sur l'arrêt principal interjeté contre le jugement précité du tribunal de commerce par la Mutualité Industrielle, la Compagnie générale parisienne de tramways a formé un appel incident, que ces deux appels réguliers en la forme sont recevables.

Considérant que par son appel incident la Compagnie générale Parisienne de tramways conteste, comme elle l'a fait devant les premiers juges, la recevabilité de l'action dirigée contre elle, parce que la dite action basée sur l'article 1382 du Code civil et réservé par l'article 7 de la loi de 1898, aurait déjà été exercée par la victime elle-même ;

Considérant que si aux termes de l'article 7, paragraphe 4 précité, l'action contre le tiers responsable peut être exercée par le patron à ses risques et périls, aux lieu et place de la victime, c'est à la condition que celle-ci néglige d'en faire usage ;

Considérant que dans la cause M..., la victime a fait usage de cette action en intervenant dans la poursuite correctionnelle dirigée contre G... et la Compagnie générale Parisienne de tramways, qu'il a demandé et obtenu contre ledit G... et la Compagnie générale Parisienne de

tramways non pas un complément de dommages-intérêts en sus de l'indemnité forfaitaire à lui précédemment allouée en vertu de la loi de 1898, sous la forme de la rente viagère de 182 fr. 40 par l'ordonnance de M. le Président du tribunal civil de la Seine en date du 8 janvier 1909, mais la réparation complète et intégrale du préjudice qu'il avait éprouvé et sans qu'il ait été fait état de la dite indemnité forfaitaire, puisqu'en déclarant atténuée de moitié la responsabilité de l'auteur de l'accident, le tribunal correctionnel a fixé à 182 fr. 40 la rente destinée à réparer le dommage, rente égale allouée antérieurement à la victime en conformité des obligations mises forfaitairement à la charge du patron par la loi de 1898, de sorte qu'en l'espèce, et malgré la part de faute proclamée à sa charge, la victime de l'accident se trouve désintéressée complètement du dommage qu'elle a éprouvé ;

Que l'action exercée par la victime, ayant ainsi produit son effet, se trouve éteinte ;

Considérant que la Mutualité Industrielle objecte vainement qu'elle a produit son action dès le 5 novembre 1908, c'est-à-dire antérieurement à l'intervention de la victime de l'accident devant la juridiction répressive, qu'en effet, par le fait de l'exercice même postérieur de l'action de la victime, l'action du patron devenait irrecevable, puisque celui-ci ne peut agir que tant que la victime néglige de le faire et en son lieu et place ; qu'alors le patron, c'est-à-dire en l'espèce la Mutualité Industrielle, n'avait qu'à se

désister de son action introduite devant le tribunal de commerce, sauf à intervenir conformément au paragraphe 3 de l'article 7 devant la juridiction correctionnelle en même temps que M..., la victime.

Considérant en conséquence de ce qui précède, que c'est à tort que le tribunal de commerce a, par jugement entrepris accueilli l'action de la Mutualité Industrielle ; que l'admission de la fin de non recevoir opposée à son action entraîne, par voie de conséquence, le rejet de l'appel principal interjeté par la dite société.

Par ces motifs déclare recevables les appels tant principaux qu'incidents, relevés contre le jugement du tribunal de commerce de la Seine en date du 24 juin 1909.

Déclare bien fondé l'appel incident de la Compagnie générale parisienne de tramways ;

En conséquence infirme le jugement entrepris dans toutes ses dispositions.

Décharge la Compagnie générale parisienne de tramways de toutes les condamnations prononcées contre elle.

Rejette comme mal fondé l'appel principal de la Mutualité Industrielle, déboute cette société de ses demandes, fins et conclusions.

La condamne en tous les dépens de première instance et d'appel.

Troisième Hypothèse (faute partagée)

Que décider lorsque l'accident est survenu dans ces

conditions telles que l'ouvrier et le tiers ont une faute commune à se reprocher ?

On admet généralement et il a été jugé par le Tribunal de Lille 19 mars 1908 et la cour de Douai 29 juillet 1908, (*Recueil périodique des assurances*, 1910 page 532) que l'accident causé par une faute commune et d'égale gravité commise par l'ouvrier et le tiers, ce dernier, n'étant responsable que pour moitié, des conséquences de l'accident, l'ouvrier doit être débouté de sa demande d'indemnité contre le tiers.

Dans cette hypothèse si le patron du blessé exerce une action purement subrogative, il n'a pas plus de droits que l'ouvrier et il doit échouer s'il introduit une demande contre le tiers responsable.

Tout au contraire s'il exerce une action personnelle et directe, il est fondé malgré la faute commune et la responsabilité partagée, à réclamer au tiers le remboursement des indemnités auxquelles il est tenu vis-à-vis de l'ouvrier en vertu de la loi de 1898.

Le tribunal de Lille saisi à nouveau à la suite des arrêts précités, d'une demande du patron a rendu le 28 janvier 1909, le jugement suivant. (*Recueil périodique des assurances* 1910, page 532).

Attendu que D..., ouvrier au service de P..., a obtenu de son patron. en conciliation, une rente annuelle et viagère de 245 fr. 70, basée sur une réduction de capacité de travail de 45 0/0 et un salaire de 1092 francs ; qu'ayant ensuite intenté l'action de l'article 7 de la loi de 1898

contre la Compagnie des tramways de Roubaix-Tourcoing, comme tiers responsable, un jugement de ce siège du 19 mars 1908 confirmé par arrêt de la Cour de Douai du 29 juillet 1908 se fondant sur ce que la Compagnie des tramways de Roubaix-Tourcoing n'était responsable que pour moitié, l'a débouté de sa demande et condamné aux dépens de première instance et d'appel.

Attendu que la Compagnie des tramways de Roubaix-Tourcoing ne peut être tenue que de la moitié du préjudice subi par D... qu'elle doit en conséquence la somme de 366 fr. 95 moitié des frais médicaux et pharmaceutiques, plus celle de 500 fr. 50, moitié des salaires perdus effectivement par D... du 4 octobre 1906 au 12 septembre 1907, sans qu'il y ait lieu de se procurer des demi salaires effectivement payés à Devrimpe en vertu de la loi du 9 avril 1898, dont le caractère forfaitaire n'est pas opposable au tiers, soit au total 867 fr. 45 dont il y a lieu de déduire 478 fr. 88 montant des frais de première instance et d'appel mis à la charge de D., toutes les exceptions opposables à la victime pouvant être opposées par le tiers au patron qui ne fait qu'exercer en vertu de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 l'action de la victime en ses lieu et place si celle-ci n'agit pas.

Attendu que la Compagnie des tramways de Roubaix-Tourcoing offre et a toujours offert 245 fr. 70 pour arrérages échus au jour de l'assignation et 61 fr. 45 pour un trimestre échu depuis et se déclare prête à continuer le service de

cette rente suivant les prescriptions de l'ordonnance du 26 septembre 1907.

Attendu que les demandeurs réclament vainement le remboursement du capital de 3450 francs versé à la caisse des dépôts et consignations pour assurer le service de la rente, qu'en effet l'obligation de P... patron de D... consistait uniquement dans le paiement de la rente de 245 fr. 70 aux échéances indiquées par l'ordonnance et que la consolidation de cette obligation par l'aliénation d'un capital n'a pu modifier ou aggraver la situation de la Compagnie des tramways vis à vis de D...

Attendu que l'offre est suffisante.

Donne acte à la Compagnie des tramways de Roubaix-Tourcoing de ce qu'elle offre pour demi salaires, frais médicaux et pharmaceutiques une somme de 388 fr. 55 déduction faite des sommes à elle dues par D... lui donne acte de ce qu'elle offre pour arrérages de la pension, la somme de 307 fr. 15 et de ce qu'elle est prête à continuer le service de la rente dans les termes de l'ordonnance du 28 septembre 1907 déclare les demandeurs mal fondés à plus prétendre et les condamne aux dépens.

Sur appel de P... et du Syndicat de garantie, la Cour de Douai a rendu l'arrêt partiellement réformatif, ci-après : (Cour de Douai, 27 avril 1909, *Recueil périodique des assurances*, 1910, page 531).

Sur les demi salaires, attendu que la loi n'a pas fait de distinction dans le calcul de ces demi salaires suivant qu'il s'agirait de l'ouvrier ou du tiers responsable ; que ce tiers

est tenu envers le patron à l'indemniser intégralement des indemnités et frais qu'il a payés.

Attendu en ce qui concerne le capital de la rente, que le versement de ce capital par le syndicat de garantie assureur de P... patron de D... à la caisse des consignations était obligatoire, et qu'en le faisant le syndicat de garantie a donc rempli une obligation légale de son assuré.

Attendu en effet que les termes de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 modifiée par celle du 22 mars 1902, sont formels, impératifs, quant au mode des constitutions de la rente qui est due à raison des accidents de travail, et que le tiers responsable est tenu d'attribuer à la victime l'indemnité qu'il lui doit, sous forme d'une rente servie par la cause nationale des retraites, que la Compagnie des tramways qui doit indemniser le patron dont elle a blessé l'ouvrier, de tous ses déboires, doit donc rembourser à celui-ci le capital qu'il aurait consigné pour la sureté de la rente.

Par ces motifs émendant, réformant, condamne la Compagnie des tramways de Roubaix-Tourcoing à payer au syndicat de garantie substitué à Bumel son assuré : 1° le capital versé à la caisse nationale des retraites avec intérêts judiciaires; 2° la totalité des demi-salaires payés à Devrimpe. Confirme au surplus, etc. »

Nous observerons que la solution donnée par les décisions rapportées ci-dessus, ne saurait être admise. En effet si l'on décide avec l'arrêt que le patron ne fait qu'exercer les

droits de l'ouvrier, en vertu d'une subrogation légale, le patron ne peut lorsque son ouvrier a intenté l'action et en a été débouté, intenter une nouvelle action contre le tiers. Il ne peut le faire que si on reconnaît que le patron exerce une action personnelle et directe, fondée sur l'article 1382 du Code civil et complètement indépendante de celle de l'ouvrier, mais alors dans ce cas, il ne saurait être question de compenser la créance que le tiers peut avoir contre l'ouvrier avec la condamnation prononcée au profit du patron ; spécialement, le tiers responsable ne pourrait compenser jusqu'à due concurrence les frais de justice auxquels l'ouvrier a été condamné dans la précédente instance, avec l'indemnité à laquelle il est tenu.

Quatrième Hypothèse

La victime peut transiger avec le tiers responsable ; au droit d'agir correspond en effet le droit de transiger, quelle sera en cas pareil la situation du patron ? il est bien certain que la transaction survenue entre le tiers et la victime sera opposable au patron agissant comme subrogé aux droits de son ouvrier et ce dernier ayant épuisé ses droits par la transaction laisse le patron dans l'impossibilité d'agir.

Au contraire l'arrangement qui peut intervenir entre l'ouvrier et le tiers responsable ne sera pas opposable au patron qui agit en vertu d'un droit qui lui est propre fondé sur l'article 1382 du Code civil.

Le tribunal de la Seine en a jugé ainsi par jugement en date du 26 juin 1909. (*Rec. mobile général des J. c. n° 510.*)

Attendu que la Compagnie générale des voitures à Paris, assignée par la veuve L., en paiement de rente à raison du décès de L., par suite d'un accident du travail causé par la faute d'un cocher de J. et V... a assigné à son tour J. et V... pour voir dire qu'ils devraient la garantir des condamnations qui seraient prononcées contre elle.

Attendu que s'il s'agissait d'un véritable recours en garantie formé dans les termes des articles 173 et suivants du Code de procédure civile ; cette action soumise à la procédure de droit commun devrait être écartée comme irrecevable dans l'instance suivie entre la veuve L... et la Compagnie générale des voitures, d'après les formes autorisées exceptionnellement par la loi de 1898 ; mais qu'il s'agit en réalité d'une demande en dommages-intérêts fondée sur l'article 1382 du Code civil et indépendante de l'action pour accident du travail ;

Attendu que J... et V... ne contestent pas que l'accident survenu à L... le 13 décembre 1907 ait été causé par la faute d'un cocher à leur service, mais soutiennent que L. par paiement d'une somme de 6.000 francs fixée jusqu'à concurrence de 5.500 francs par deux jugements passés en force de chose jugée, a été complètement indemnisé par eux des suites et conséquences dudit accident, il ajoute qu'au surplus L... a lui-même reconnu que la tuberculose dont il était atteint et à laquelle il a

ultérieurement succombé, n'a été occasionnée ni aggravée par le dit accident ;

Attendu, d'une part, que la quittance de 6.000 francs dans laquelle L... déclare qu'il n'aura rien à réclamer dans l'avenir et que l'affection dont il souffrait à cette époque était étrangère et préexistante à l'accident, ne peut être opposable qu'aux ayants droit de L..., qui voudraient agir contre J... et V... ; que la Compagnie générale des voitures à Paris, agit non pas comme représentant L..., mais en vertu d'un droit qui lui est propre fondé sur l'article 1382 du Code civil, afin d'obtenir réparation du préjudice qui lui a été personnellement causé par la faute du cocher des défendeurs ; que cette quittance ne peut donc être invoquée contre elle.

Attendu que par jugement en date de ce jour, le tribunal après avoir conformément aux conclusions du docteur expert, admis que l'affection tuberculeuse de L... et son décès qui en est résulté sont bien une conséquence de l'accident du 13 décembre 1907, a condamné la Compagnie générale des voitures à Paris à servir à la veuve L... une rente annuelle et viagère, de 356 fr. 32 pour elle-même et une rente de 445 fr. 40 pour ses deux enfants tant qu'ils seront âgés de moins de 16 ans, les dites rentes payables à compter du 1^{er} août 1908.

Attendu qu'il y a lieu de condamner J et V... au paiement de la somme nécessaire pour assurer le service de ces rentes, ainsi qu'aux dépens de la procédure suivie par la veuve L... contre la Compagnie défenderesse.

Par ces motifs, dit que dans la huitaine de la signification du présent jugement, Janin et Viard devront verser à la Caisse nationale des retraites, la somme nécessaire pour assurer au profit de la veuve L... le service d'une rente annuelle et viagère de 356 fr. 32 et au profit du mineur L... tant qu'ils sont tous deux âgés de moins de 16 ans, le service d'une rente annuelle de 445 fr. 40.

Dit en outre, que dans la quinzaine de la signification du dit jugement, J. et V... devront remettre à la Compagnie générale des voitures les titres de rente délivrés par la Caisse nationale des retraites au nom de M^{me} veuve L... et de ses enfants, et faute par eux d'avoir fait les dits versements et remise dans les délais ci-dessus fixés, la condamne à payer à la Compagnie générale des voitures à Paris, le capital nécessaire au service des rentes sus indiquées d'après le tarif de la Caisse nationale des retraites.

De même il a été décidé que c'est à tort qu'un jugement, après avoir fixé la rente due à un ouvrier victime d'un accident du travail, donne acte à cet ouvrier de ce qu'il reconnaît, avoir reçu du tiers responsable de l'accident une indemnité qu'il déclare compenser jusqu'à une concurrence avec le capital de la rente à laquelle il a droit ; (Cour d'appel de Caen, 10 janvier 1910, *Recueil périodique des assurances*, 1910, p. 534 ; Cour de Paris, 5 juillet 1910, *Rec. acc. trav.*, 1910, p. 172).

Les deux décisions ainsi rendues par le Conseil d'État et la Cour de Cassation, affirment, on le voit, des principes

absolument contradictoires. La première reconnaît que l'action du patron et celle de l'ouvrier sont exclusivement fondées sur le droit commun, qu'elles sont complètement indépendantes l'une de l'autre et qu'elles peuvent être exercées successivement sans se heurter à la chose jugée. La deuxième proclame, au contraire, que l'action du patron ne peut être exercée qu'à défaut par l'ouvrier d'avoir agi contre le tiers et que la législation nouvelle a, ainsi, apporté sur ce point une importante restriction aux droits que le patron tenait du droit commun.

La théorie adoptée par le conseil d'état semble s'inspirer plus exactement des travaux préparatoires et respecte mieux le texte même de l'article 7. L'origine de la disposition du paragraphe dernier de l'article 7 se trouve dans un amendement de M. de la Batie, présenté à la séance de la chambre du 4 juillet 1888, qui disait : « Il n'est pas dérogé aux règles du droit commun... pour les actions en indemnité ou pour les recours en garantie formulés par le chef d'entreprise contre tous autres que les employés ou ouvriers victimes de l'accident. » En effet expliquait M. de la Batie, les patrons aux termes du droit commun, ont une action récursoire en garantie contre l'auteur direct de l'accident, qu'il est inutile... de leur réserver formellement, afin que précisément, la commission, dans sa rédaction actuelle, ayant parlé des actions en indemnités des ouvriers, mais n'ayant rien dit des actions récursoires des patrons, on ne puisse pas soutenir plus tard que, par prétérition, on a repoussé cette action récursoire. C'est

M. Thévenet qui dans son rapport du 2 mai 1896, a proposé la rédaction définitive de l'article 7. On lit à ce sujet dans son premier rapport : « Cet article vise le cas où l'accident a été causé par un tiers. Dans cette hypothèse, il est entendu que le risque professionnel n'existe pas, c'est l'article 1382 qui doit être appliqué ; le chef d'entreprise pourra exercer librement l'action en responsabilité, contre l'auteur de l'accident.

Quoi qu'il en soit, on peut objecter à cette théorie que le fait d'accorder au patron une action personnelle et directe peut comme le prétend la Cour de Cassation amener le renouvellement de débats qui, bien que ne s'agissant pas entre les mêmes parties se poursuivraient à raison des mêmes faits et pourraient aboutir à des décisions contraires ; c'est d'ailleurs cette raison qui a incité la Cour de Cassation à adopter la théorie inverse qui apporte de graves restrictions à l'exercice des droits du chef d'entreprise.

D'après la Cour de Cassation le patron ne peut qu'intervenir dans l'instance introduite par l'ouvrier et s'il n'intervient pas il est forclos ; cette solution paraît tout au moins excessive si l'on songe que l'ouvrier peut intenter l'action de l'article 7 sans que son patron en soit prévenu, sans même qu'il puisse le soupçonner, la plupart du temps, le jugement sera rendu sans que le chef d'entreprise ait pu faire valoir ses droits laissant ce dernier désarmé en face du tiers responsable.

Un si grave désaccord ne peut se perpétuer entre les

deux hautes juridictions qui ont à fixer souverainement le droit relativement au recours contre les tiers responsables, l'une en matière ordinaire, l'autre en matière administrative.

Dans quel sens se fera l'accord? il serait téméraire de le préjuger; quant à nous, tout en admettant que la théorie de la Cour de Cassation porte une grave atteinte aux droits du patron, nous accepterions volontiers la solution préconisée par la haute assemblée si la victime avant d'intenter son action était obligée de faire connaître son intention au chef d'entreprise, on pourrait facilement, nous semble-t-il, par une légère modification de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, introduire en la matière un système analogue à celui qui fonctionne en matière de partage et admettre que l'action du patron et de l'ouvrier doivent être indivisibles au même titre que l'action des cohéritiers ou des communistes.

Il est de doctrine et de jurisprudence constante que l'action en partage est indivisible, en ce sens qu'elle doit être formée contre tous les cohéritiers ou contre tous les communistes.

Comme conséquence de l'indivisibilité de l'action en partage, si l'un des cohéritiers avait été oublié dans l'instance, on peut requérir son intervention, sauf, s'il l'exige, à recommencer toute la procédure contradictoirement avec lui.

Nous émettons cette solution à titre de simple indication mais nous pensons qu'elle pourrait servir utilement à amener une entente sur la question litigieuse.

Vu :

Le Président de la thèse,

RAOUL JAY.

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — *Traité théorique et pratique du contrat de louage* (2 vol).

BELLOM. — *De la responsabilité en matière d'accidents du travail.*

BERTHIOT. — *Loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.*

CABOUAT. — *Traité des accidents du travail.*

CHEYSSON. — *Les accidents du travail.*

LOUBAT. — *Traité sur le risque professionnel.*

VILLETARD de PRUNIÈRES. — *Recueil des accidents du travail.*

SACHET. — *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail.*

Angers, imprimerie J. SIRAUDEAU. — 41-2376
